

Non ! Les Grecs ne sont ni des voleurs, ni des menteurs !

Όχι ! Ούτε κλέφτες, ούτε Ψεύτες, Οι Έλληνες !

Conférence donnée à Apt le 2 février 2012 par Michel Bouillet.

La Grèce vit des heures sombres.

Tout le monde sait pourquoi.

La fragilisation du système bancaire international, marquée par la faillite de *Lehmann Brothers* en 2008, est intervenue dans le prolongement de la crise des *subprimes* qui avait débuté l'année précédente aux États-Unis. Le secours des États a été jugé indispensable par les autorités financières mondiales. Pour cela, ils ont usé de l'emprunt et réaffirmé leur garantie de prêteur en dernier ressort. Devant l'énormité des sommes en jeu, dont le remboursement, même éventuel, devrait être prélevé sur l'économie réelle, les créanciers des États, ont émis des doutes sur leur capacité à honorer leurs engagements.

L'Union Européenne, première zone économique mondiale, détentrice de la seconde monnaie internationale, est apparue soudain plus fragile que les autres. À l'origine de ces doutes, deux facteurs : la complexité des mécanismes européens, nous rappelant le mot de Henry Kissinger dans les années 1970 : « L'Europe ? Quel numéro de téléphone ? » et la réalité d'une monnaie, commune à des pays dont la productivité est bien différente les uns des autres, sans certitude que les plus productifs daignent payer pour les moins productifs.

Parmi les pays de la zone euro, un paraît dans une situation plus précaire que les autres : la Grèce.

Avec ses 132.000 km², ses 11.300.000 habitants, un revenu national de 326 milliards et demi \$, donc 28.800 \$/habitant, elle est un petit pays. Elle constitue 3% de la superficie de l'Union Européenne, 2,3% de sa population et 2,2% de son revenu national, ce qui la situe à peu près dans la moyenne européenne, entre la Bulgarie (13.260 \$) et le Luxembourg (59.590 \$). Mais elle est affligée d'une dette publique se montant à 109,5% du PIB en 2004, déjà, et détenue à 80% par des banques et institutions financières étrangères, à l'inverse du Japon qui accuse un endettement de plus de 200%, mais détenu à 90% par des banques japonaises.

En décembre 2009, le nouveau Premier Ministre, Georges Papandréou, lance une bombe médiatique en révélant le risque de faillite de l'État. La solution adoptée par les instances dirigeantes de l'Union Européenne et les experts du Fonds Monétaire International appelé à la rescousse, est une cure d'austérité sans précédent, accompagnée de l'accélération de réformes structurelles. Elle a été imposée au gouvernement grec qui a dû se soumettre au contrôle de la *troïka* (UE, BCE et FMI).

Le résultat est une déflation brutale qui a fait perdre au pays 7 points de PIB en 2011, qui a fait bondir la dette publique à 158% du P.I.B. en octobre 2011, qui a provoqué l'appauvrissement de l'immense majorité de la population grecque avec comme effet – si l'on en croit la télévision grecque *ERT* – la survenance de 1.726 suicides l'année dernière, nombre hallucinant pour un pays qui n'en connaissait annuellement que 350 à 450 de 1967 à 2008, d'après les statistiques officielles que j'ai pu consulter.

La justification d'une telle purge, à en croire les médias, les analystes et même les politiques, relèverait de la fable : *La Cigale et la fourmi*. Les Grecs ont chanté, ils ont dansé et même, ils ont triché, eh bien ! Qu'ils payent maintenant !

Les réactions en Grèce ne se sont pas fait attendre au sein d'une population à la fois humiliée, résignée et révoltée : grèves générales à répétition, manifestations violentes des *αγανακτισμένοι* (*aganaktisméni*), les indignés, sans parler de la montée de réactions nationalistes anti-allemandes et surtout anti-européennes dans un pays qui a manifesté depuis dix ans les plus forts sentiments pro-européens.

En Occident, après la phase des insultes à l'encontre de la supposée « cigale », est venu le temps des opinions historicisantes. Par exemple, celle d'Alain Salles, parue dans *Le Monde* du 3 décembre 2011, sous le titre *Grèce, Triste État*, qui rappelle que la gabegie, la fraude fiscale, l'inefficacité de l'appareil d'État et le surendettement seraient une permanence quasi génétique. À l'appui de sa thèse, il cite *La Grèce contemporaine* d'Edmond About, parue en 1854. Comme lui, on entend d'éminents économistes affirmer que la Grèce ne produirait que des raisins secs et de l'huile d'olive, avec, en prime, du tourisme à bon marché. Bref ! Ressortent les arguments absolument identiques à ceux des mishellènes des années 1846 à 1854, dont ce pauvre Edmond About fut, malgré lui, l'étendard. Ces opinions négatives et sommaires ont duré, puisque le livre d'Edmond About a été réédité jusqu'en 1914 : en voici d'ailleurs un exemplaire de la douzième édition, celle de 1907 ! Cette image négative du Grec voleur et tricheur court depuis au moins le XVII^e siècle (voir à ce sujet les dictionnaires des siècles précédents) et se retrouve même dans la bande dessinée : l'ennemi d'Alix l'intrépide gallo-romain est le Grec Arbacès et dans Tintin, le héros affronte l'ignoble Rastapopoulos. C'est l'image du Grec πονηρός, ponirós, malin, tricheur.

Tous ces stéréotypes sont nés de l'incapacité des Occidentaux à comprendre la logique des Grecs, à l'instar des Philhellènes des années 1822 à 1830 qui croyaient défendre Périclès et qui se sont retrouvés aux côtés de Kolokotronis et qui cherchaient désespérément l'Antiquité dans le peuple balkanique de culture ottomane qu'ils avaient découvert.

Ils sont le résultat d'un amour déçu et d'une certitude erronée : celle d'être persuadé de savoir ce qu'est la Grèce et ce que sont les Grecs, dont tout le monde a une représentation à travers des études classiques (grec ancien, histoire), soit au gré de vacances au fil du *Guide du routard*, durant lesquelles on n'a pas manqué de rencontrer quelque Grec anglophone ou francophone qui nous a raconté quelque anecdote croustillante sur les bizarreries de l'administration grecque. Edmond About signale déjà cette propension de bien des Grecs à l'autodérision. Et en ce qui concerne les anecdotes, j'en ai des dizaines dans ma musette ! Je vous les épargnerai et je me concentrerai sur les éléments de compréhension des réalités helléniques. Pour cela, il faut remonter 190 ans en arrière pour tenter de comprendre les structures profondes de l'hellénisme et de la grécité, voir leurs transformations – parce que, comme tous les autres, le pays a évolué depuis Edmond About ! – et comprendre leur refus apparent des normes occidentales.

C'est pour cela que dans une première partie, j'aborderai ces structures profondes, puis, dans une seconde partie, je verrai comment le pays s'arrime à l'Europe occidentale dans la douleur et à marches forcées et, enfin, pourquoi l'adhésion à la construction européenne perçue comme un espoir, s'est muée en désillusion.

I- Les structures profondes de la nation grecque :

Si le pays est vieux, la nation est jeune, premier paradoxe.

Les liens entre l'Antiquité hellénique et la Grèce moderne sont complexes. Leur étude précise nécessiterait un ouvrage de plusieurs centaines de pages. J'en donnerai un très rapide aperçu avec l'exemple du mot « Grèce » qui désigne ce que les Grecs eux-mêmes nomment « Ελλάς (Éllas) ou Ελλάδα (Elláda) ». Ce mot vient de « Γραικός », lequel désignait une peuplade semi-barbare des confins de l'Épire et que les Romains ont adopté en « Græcus » dans un sens péjoratif pour désigner les Hellènes. Toutes les langues

occidentales ont d'ailleurs adopté le vocable latin : Grèce, Grecia, Greece, Griechenland, Grčija... À l'est, les Turcs parlent du « Yunanistan », le pays des « Yunanlı et les Arabes de « نويلان al-iounan », c'est-à-dire « l'Ionie » ou « l'Occident » !

Les Grecs sont donc bien les Occidentaux de quelqu'un !

1- Qui sont les Hellènes ?

En 1821, quand éclate la Guerre d'Indépendance, les Hellènes peuvent être sommairement caractérisés par quatre figures-types : *le phanariote*, *le pallicare*, *le capitaine* et *le raya*, les trois premières constituant les élites, chacune disposant de sa propre parentèle et clientèle.

Le phanariote ;

Ou habitant du quartier du Phanar à Constantinople, est proche du Sultan dont il a obtenu des privilèges, dont la ferme des impôts. Connu et détesté dans tout l'espace balkanique, il va collecter la capitation (le *kharadj*) auprès des chefs de village, de communautés – les προεστοί (proestí) - accompagné de ses gendarmes albanais. Il est riche, parce que proche du pouvoir, vêtu à l'européenne, habitué à la vie urbaine et il sait parler une langue épurée. Il place son argent dans les affaires commerciales et l'usure. Quelques familles quittèrent Constantinople pour la Grèce par patriotisme et ont constitué une pseudo-aristocratie dans un pays qui ne reconnaît aucun titre de noblesse officiellement. Leur but est de jouer auprès du pouvoir grec le même rôle qu'autrefois auprès du Sultan.

Le pallicare :

C'est *Le Roi des montagnes*, décrit par Edmond About. À l'instar de son héros Hadji-Stavros, le pallicare est reconnu pour sa bravoure au combat et son goût pour l'indépendance. Éleveur nomade ou semi-nomade des montagnes, il a d'abord été chef-berger, ou τσέλιγκας (tsélingas), disposant du pouvoir absolu sur son clan familial. Il tire ses revenus du produit de l'élevage, ainsi que du brigandage et d'éventuels émoluments conférés par le Sultan pour services rendus dans le cadre du maintien de l'ordre à titre d'armatole. Vêtu de la fustanelle, c'est un homme rude, parlant le grec démotique. Il peut également être albanophone ou roumanophone. Ses mœurs sont imprégnées d'influences albanaises, slaves ou valaques. Il est l'âme des révoltes, dont bien sûr, celle de 1821.

Le capitaine :

Homme de la mer, il est originaire des îles. Propriétaire de son bateau, construit en commandite avec un membre de sa communauté insulaire, pour profiter rapidement d'une opportunité, il recrute son équipage parmi cette même communauté. Ses affaires sont tournées vers les grands ports égéens et orientaux : Constantinople, Smyrne, Alexandrie, Odessa... Il est non seulement le marin de la révolution, il en est également le financier parfois jusqu'à sa ruine personnelle. Attaché autant à son île qu'au grand large, il est l'archétype du Grec : être Hellène c'est défendre et chérir sa « petite patrie » et avoir conscience que l'on fait partie du vaste ensemble de l'hellénisme, dont les représentants se trouvent partout dans le monde. Pour lui, l'État-nation ne représente rien. Il veut chasser les Turcs parce que ce sont des oppresseurs, également parce que, s'il veut bien commercer avec eux, il veut aussi pouvoir le faire avec les Russes, les Anglais, les Persans et tous les autres.

C'est pour cela qu'une fois la Grèce indépendante, il se détournera du marché intérieur, le laissant aux autochtones, pour retrouver ses liens internationaux traditionnels. Edmond About rappelle dans *La Grèce contemporaine*, que la marine marchande grecque dispose en 1840 de 4.046, réalisant pour 50 millions de drachmes de chiffres d'affaires, tandis que les importations totales du pays s'élèvent à seulement 22,6 millions. Devenu bourgeois négociant, il ne s'intéressera à la Grèce qu'à partir des années 1870 en tant que banquier et évergète. C'est-à-dire pour arrondir sa fortune dans un pays qui s'est quelque peu développé et pour montrer sa générosité et son patriotisme en lui fournissant des équipements publics.

Le raya :

C'est le paysan des plaines infestées de malaria. Roturier chrétien, il est le descendant de celui qui cultivait jusqu'au XVI^e siècle les *timars*, c'est-à-dire les fiefs donnés à vie par le Sultan à un de ses soldats comme récompense ou rémunération de ses services. Le raya, par contre, pouvait transmettre ce droit d'usage de la terre à ses descendants. Avec l'arrêt des conquêtes, la possession de la terre devient héréditaire et son exploitation mieux encadrée par le *timariote*. On parle désormais de *tchiftliks*, sur lesquels les *ραγιάδες*, *rayádes*) sont attachés à la glèbe. Leur condition s'est donc considérablement dégradée. Sans faire de misérabilisme, ils s'exténuent à maintenir leurs familles en état de survie précaire par les cultures vivrières qu'ils tirent de leur petite exploitation d'un à cinq hectares, parfois moins, rarement plus. En période faste, ils peuvent améliorer l'ordinaire avec quelques plants de tabac. Ils ne peuvent guère compter que sur la main d'œuvre familiale. Le regretté Aris Fakinos raconte comment sa grand-mère tirait l'araire à la place du bœuf pour permettre au grand-père de labourer le champ.

Mais d'une manière générale, le *rayá* est incapable de payer un impôt autrement qu'en nature. Il a l'habitude de vivre dans un monde où la monnaie est rare et la productivité de son travail extrêmement faible.

La population rurale des *rayádes* des plaines, des bergers des montagnes et des marins des îles forment 95% des 750.000 habitants du Royaume de Grèce indépendant. Ce petit peuple, travailleur, dur à la tâche, habitué à se débrouiller par lui-même et à réagir aux coups du sort, jaloux de sa liberté et fondamentalement égalitaire, prêt à accepter le pouvoir absolu du capitaine ou du *tsélingas*, seuls capables de mener le bateau ou de diriger les migrations saisonnières du groupe. Il constitue l'ossature de la Grèce indépendante. Il n'a jamais rien obtenu de l'État en échange de l'impôt qu'il devait solidairement et qui consistait, outre le *kharadj*, dans la fourniture de quelques uns de ses enfants lors du *devshirmé*. Ce que les Grecs appellent le *παιδομάζωμα* (*paidomázoma*), la « rafle des enfants » : chaque village devant fournir périodiquement un nombre déterminé de jeunes garçons qui étaient automatiquement éduqués dans l'islam pour devenir fonctionnaires, notamment *janissaires* – les troupes d'élite, à la fois soldats et esclaves – auprès du Sultan. Conformément à la structure du *millet* ottoman, la communauté s'administrait elle-même pour tous les actes de la vie sociale (naissances, mariages, décès...), pour tous les services économiques et sociaux, les aménagements et les infrastructures, bien entendu à ses frais. Elle nommait ses représentants et l'Église jouait un rôle essentiel, tant sur les plans juridique et judiciaire que scolaire avec les *κρυφοσχολεία* (*kryfoscholeia*, les écoles cachées) qui ont sauvé l'usage et l'écriture du grec.

Qu'attendre par conséquent, de l'État ? Rien, sinon des spoliations et des malheurs supplémentaires ! D'où l'expression : « Qui nuit à l'État, ne nuit à personne ! »

2- Le raya et l'usurier :

Une chanson populaire dit : « Η Μάνα μου Ελλάς που τα παιδιά σαν σκλάβουν ξεπουλάς»¹, « Ma Mère la Grèce qui vend ses enfants comme esclaves ! »

Le manque de numéraire est le fléau qui perdure en Grèce durant tout le XIX^e siècle et qui réapparaît périodiquement pendant les périodes de crise, à tel point que les impôts se paient encore en nature. Ce phénomène s'explique par la faible productivité agropastorale et par la structure foncière du pays.

Il faut rappeler qu'à leur arrivée, aux XIV et XV^e siècles, les Turcs abolissent la noblesse grecque et s'approprient le foncier. La noblesse chrétienne n'a d'autre choix que l'exil, le négoce ou les charges administratives attribuées aux non musulmans. Ce qui implique que la proximité du pouvoir soit indispensable pour assurer son train de vie et sa position sociale.

La propriété foncière repose fondamentalement sur le droit d'usage ancestral d'une parcelle minuscule : en Grèce, on évalue les superficies agricoles en *strémmata*, c'est-à-dire en dixièmes d'hectares. Avec l'indépendance, les propriétaires « turcs² » des tchiftliks partent vers l'Empire ottoman, ce qui, outre les pertes humaines de la Guerre d'Indépendance, explique que le pays ait perdu environ 200.000 habitants entre 1821 et 1828.

Une partie de ces terres est récupérée par les paysans chrétiens. Dans la région de Náfpaktos – l'ancienne Lépante – que j'ai étudiée, ils avaient été relégués sur les mauvaises terres et ont repris les bonnes, afin de pouvoir accroître leur production, ce qui leur permettrait, outre d'améliorer leur survie alimentaire, d'acquitter leurs impôts payables en nature.

L'autre partie va se trouver rapidement gelée. En effet, malgré les efforts des *proestí* et des armateurs, le financement de la Guerre d'indépendance oblige le gouvernement provisoire à emprunter à Londres.

Pages 282 à 285, dans *La Grèce contemporaine*, Edmond About décrit le mécanisme de ces emprunts. Ses modernes lecteurs, à ma connaissance, ne citent pas ce passage.

Pour résumer : en 1823 trois commissaires sont envoyés par le gouvernement provisoire pour négocier un emprunt de 800.000 £ gagé sur les terres nationales. Devant le risque de l'affaire, la City accrût ses garanties en prélevant *a priori* une partie des intérêts et de l'amortissement et deux fortes commissions³, ramenant le capital perçu par les Grecs à 348.000 £. L'opération fut renouvelée en 1825 à des conditions voisines : sur 2 millions £ de capital nominal emprunté, les Grecs n'en reçurent que 572.000 ! Soit un total perçu de 920.800 £ (23 millions de francs) y compris les 250.000 £ du second emprunt alimentant un fonds de rachat du premier. Par contre, la dette à rembourser se monte à 2.300.000 £ à 5% d'intérêts sur 30 ans, ce qui reviendrait approximativement à décaisser *in fine* plus de 9.200.000 £ en 30 ans (200 millions de francs-or !), soit une moyenne annuelle de 307.000 £ (6,7 millions de francs). Il est évident que le remboursement s'avérera très vite impossible pour un pays en train de conquérir sa liberté par les armes. Edmond About nous explique pourquoi. Les recettes annuelles moyennes entre 1833 et 1843 se montent à 11.267.000 francs, les dépenses à 12.424.000 francs, soit un déficit annuel moyen de 1.157.000 francs. Comment consacrer 60% des recettes annuelles dans le remboursement de ces emprunts pour un pays où

¹ Η Μάνα μου Ελλάς που τα παιδιά σαν σκλάβουν ξεπουλάς.

² « Turc » est synonyme de « musulman ». Il peut être hellénophone, albanophone ou turcophone. Dans le monde ottoman, la religion définit la nationalité (ou milliyet).

³ « Les banquiers retinrent par devers eux l'intérêt de deux ans à 5% ; l'amortissement pour deux ans à 1% ; 3% pour commission, courtage et frais : 2/5% pour commission sur le paiement des intérêts ; bref, les Grecs perdirent 56 2/5 sur la somme ; et au lieu de 800.000 livres, ils n'en touchèrent que 348.000, soit 8.400.000 francs, argent de France. »

tout est à construire ? Et encore, il s'agit du budget de l'État reconnu internationalement et non du gouvernement provisoire en pleine guerre !

Quoiqu'il en soit, le gouvernement provisoire grec fait défaut en 1827. Les conséquences en sont catastrophiques : la Grèce fut mise à l'index des marchés financiers européens jusqu'en 1878, soit pendant plus d'un demi-siècle et ses créanciers privés s'opposèrent à ce que l'État hellénique pût disposer des terres nationales afin de réaliser la réforme agraire qui aurait permis de les cadastrer dans la foulée.

De ce fait, la question foncière allait rester pendante : l'irruption d'un droit de préemption en vertu du droit international se superpose désormais aux multiples difficultés posées par le statut légal des terres se référant aux législations nationale, ottomane et même byzantine ! L'occupation *de fait* avait de beaux jours devant elle !

Le paysan, sûr de son bon droit, mais sans moyen monétaire, allait continuer de s'endetter *ad vitam æternam* auprès de l'usurier. Obligé d'emprunter pour payer ses impôts, ses semences, voire sa consommation familiale en période de disette, il est tenu pratiquement sa vie entière dans ses filets. L'usurier local, *proestós*, commerçant, armateur est le plus souvent le relais du pouvoir politique puisqu'il dépend lui-même d'un réseau de crédit qui remonte jusqu'aux phanariotes, aux proches du pouvoir politique, qu'ils résident à Athènes, à Constantinople, à Alexandrie ou à Smyrne, tout dépend du réseau de clientèle auquel il appartient.

L'indépendance a-t-elle changé quoique ce soit à la vie matérielle de 95% des Grecs ? Non. On peut même ajouter qu'elle a empiré pour une large part des 5% restants : capitaines et armateurs ruinés, *tsélingas* dont les troupeaux ne pouvaient plus aller pâturer de l'autre côté de la frontière, monastères dont une partie du foncier est saisi par l'État et dont les terres ne sont plus que médiocrement exploitées par manque de main d'œuvre...

Finalement qui en a profité ? Les banquiers de la City d'abord, qui ont encaissé de substantielles commissions et inscrits leurs pertes au bilan, ce qui leur permet d'exercer une pression permanente sur le jeune Royaume Hellénique pour exiger la mise en œuvre des garanties. Les puissances tutélaires de la Grèce ensuite qui en ont fait un pion au service de leurs intérêts dans la « Question d'Orient ».

II- De la *turcocratie* à la *xénocratie* :

1- L'État, la nation et la modernisation :

L'État grec doit d'abord démontrer sa légitimité à l'intérieur afin de s'affirmer à l'extérieur. Pour cela, l'équation à résoudre est singulièrement difficile. Il lui faut impérativement imposer au peuple la notion d'État-nation auquel il appartient en premier lieu, avant les solidarités locales et le sentiment universaliste de l'hellénisme orthodoxe. Il doit le réaliser malgré son manque de moyens financiers, malgré sa dépendance de l'étranger, malgré les forces centrifuges inhérentes au monde hellénique et malgré les menaces extérieures bien réelles.

À cheval entre l'Occident européen et le Proche-Orient asiatique, la Grèce n'a pas la possibilité de choisir : elle vient de quitter le giron du Proche-Orient, comment entrer en Occident ? Au cours des quatre siècles passés, elle a été profondément imprégnée par la culture, la vision du monde, les institutions ottomanes. Cette familiarité intrinsèque était incompréhensible pour nos braves philhellènes des années 1820, pétris de culture classique, pour qui l'Empire Romain d'Orient qu'ils nommaient « Byzantin », n'était qu'une longue décadence et une lente agonie. Ils ne pouvaient admettre que cet empire avait hellénisé la chrétienté

romaine autour du bassin oriental de la Méditerranée durant un millénaire et que les Turcs Osmanlı, rude peuple des steppes, s'étaient largement fondus dans ses structures, amalgamant au passage les apports slaves et albanais au cours du moyen âge.

Leur désir, rejoignant l'impératif des gouvernements grecs dès 1828, correspond à la critique fondamentale des mishellènes : il faut « régénérer » la Grèce, la sortir de sa supposée « décadence » pour la conduire sur le chemin du progrès. Or, le progrès, c'est l'Occident, avec ses techniques industrielles, ses formes de gouvernement, ses valeurs, son organisation économique et sociale et ses procédures. Donc, tel un enfant qui a dévié, « on » va conduire la Grèce sur le chemin de son renouveau, le seul acceptable : son adéquation avec l'Occident par la médiation de son Antiquité révérée et du rejet de l'Orient stigmatisé comme « archaïque »

Je prendrai un exemple : la question de la langue. Dans un premier temps, l'administration bavaroise du roi Othon de 1833 à 1843 va imposer l'usage de l'allemand en son sein. Puis, après la révolution constitutionnelle de 1843, elle daignera utiliser le grec purifié, la καθαρεύουσα, langue archaïsante qui a la faveur des lettrés, mais incompréhensible par le peuple qui parle le démotique. Elle est née des réformes de linguistes patriotes exilés, au premier rang desquels se trouve Adamantios Korais (1748-1833), le restaurateur du grec, en adoptant une voie moyenne entre la langue archaïque de l'Église et la langue vulgaire truffée d'emprunts étrangers, notamment turcs. Pour cela, il a utilisé les racines antiques et a réintroduit des terminaisons ou des préfixes disparus. Cette langue est devenue officielle. Ainsi, les toponymes qualifiés de « turcs », même s'ils sont de racine slave, albanaise ou... grecque antique, sont « épurés », au profit de noms de sites antiques : Vrachóri devient Agrínion, Enebatché, Náfpaktos et le village de Granítsá, Anthófyto. Qualifiée de progressiste, cette volonté de mettre à la disposition du peuple une « véritable » langue nationale, se mue à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle en symbole pour les réactionnaires et les traditionalistes. Utilisée de manière outrancière et parfois involontairement comique par le colonel Papadóoulos pendant la Dictature du 21 avril 1967, la καθαρεύουσα s'effondre avec elle pour laisser la place au démotique dit scolaire codifié dès 1941. Aujourd'hui, ce dernier s'est imposé sur une base de démotique agrémenté de mots d'origine puriste qui ont été adoptés par le peuple, avec une graphie dite monotonique qui fut le dernier grand combat entre traditionalistes et modernistes sur ce sujet.

Parmi les élites grecques, le clivage entre modernistes et traditionalistes organise le champ politique bien avant que ne s'opère une organisation entre gauche et droite⁴. De plus, ce clivage perdure perpendiculairement à la structure gauche/droite.

Les modernistes sont l'aile marchante de cet arrimage de la Grèce à l'Occident. Ils sont représentés par les grandes figures qui ont, à chaque fois, permis au pays de franchir un palier vers la modernité européenne (Capo d'Istria, Tricoupis, Venizélos, Papandréou, Caramanlis, Simítis). Soutenus par la moitié de la population, hommes de gauche et de droite selon notre terminologie traditionnelle, ils représentent la volonté de réformes radicales à grands coups de boutoir. Généralement, ils terminent mal : Capo d'Istria est assassiné en 1831, Tricoupis et Venizélos meurent en exil volontaire en France peu après leurs démissions, Papandréou, en résidence surveillée en 1967, meurt l'année suivante et ses funérailles sont l'occasion d'une grande manifestation contre la dictature, Caramanlis et Simitis, mortifiés par les politiques de leurs successeurs, se murent dans une opposition amère.

Les traditionalistes, plus nombreux, marquent les paliers, voire les temps de régression, comme les colonels de 1967. Populistes et arc-boutés sur des visions d'un hellénisme plus ou moins mythifié et racorni, ils s'opposent aux réformes menées au pas de charge par les premiers. Mis à part Metaxás entre 1936 et 1941 et les Colonels entre 1967 et 1974, ils sont soutenus par l'autre moitié des Grecs, tentant bien souvent de revenir sur les réformes, ils échouent à terme.

Aussi le pays avance vers l'Occident de manière saccadée, car les conditions qui ont présidé à sa naissance n'ont jamais disparu. D'où la similitude des reproches faits aux élites et au peuple grecs par les mishellènes d'autrefois et par les médias d'aujourd'hui.

Non seulement, l'État grec indépendant n'a pas pu éradiquer les réseaux de clientèle, mais il a été condamné à les renforcer, afin de légitimer son existence en distribuant – à l'instar de son prédécesseur

⁴ Ce qui n'interviendra, à mon sens, qu'à partir des années 1920.

ottoman – les postes, les prébendes et les avantages. Malgré tout, il a pu, à partir de 1878, se substituer au capital privé pour engager enfin l'industrialisation du pays. Dès lors, celle-ci s'est plaquée comme un corps étranger sur la structure sociale préexistante qu'elle n'a pas fondamentalement transformée⁵. Le peuple grec est resté longtemps rural, avec les réactions correspondantes. La transition démographique rapide que connaît la Grèce entre les années 1870 et 1960 ne s'accompagne pas d'une absorption de la population agricole excédentaire par l'industrie, mais par l'émigration trans-océanique, puis vers l'Allemagne et par l'explosion urbaine essentiellement athénienne, où les néo-urbains trouvent des emplois de fonctionnaires, de travailleurs indépendants ou dans les professions libérales grâce aux réseaux de clientèle.

Le pouvoir politique a toujours été pris en étau entre son manque de légitimité à l'intérieur et sa soumission aux puissances extérieures qui assuraient sa survie financière.

La vie des Grecs s'est toujours déroulée malgré l'État, à côté de lui, voire contre lui parce qu'il a, à l'opposé des Européens de l'Ouest, précédé la formation de la nation.

L'histoire de la Grèce contemporaine suit la ligne logique de la lutte de l'État pour affirmer sa légitimité et l'arrimage du pays à l'Europe occidentale.

2- L'Occident à marches forcées, ou d'une xénocratie à l'autre :

L'histoire de la Grèce contemporaine entre 1821 et 1974 peut se diviser en quatre grandes périodes :

- Les Grecs imposent leur indépendance aux Puissances (1821-1832).
- Les Puissances imposent leur pouvoir à la Grèce (1832-1912).
- Le temps des tragédies (1912-1949).
- La poigne de fer d'abord, le développement ensuite et l'étranger toujours (1950-1974).

Il est hors de question de traiter exhaustivement ces périodes, mais il s'agit simplement d'en dégager les traits saillants.

a- Les Grecs imposent leur indépendance aux Puissances (1821-1832) :

Le contexte de l'époque était à la contre-révolution par le moyen de la Sainte-Alliance des monarchies européennes, dont le mentor était Metternich, chancelier d'Autriche. Sa politique visait à faire respecter l'intangibilité des frontières fixées en 1814 et 1815, condition indispensable au maintien de l'autorité des monarques, principalement des empereurs de Russie et d'Autriche menacés par la montée des nations. Toute velléité de révolution nationale était impitoyablement châtiée où qu'elle ait débuté.

Le 25 mars 1821, quand Germanos, l'évêque de Patras, lève l'étendard de la révolte contre les Turcs. L'exaspération du peuple grec atteint son apogée après les massacres qui se sont succédé périodiquement depuis 1770, date de la dernière grande révolte. L'occasion est fournie par la sécession violente du pacha d'Épire, Ali de Tebelen. Le mouvement débute par des massacres de « Turcs » en Roumélie et en Morée, il atteint la bourgade symbolique d'Athènes. L'indépendance est proclamée en janvier 1822 par un Congrès National à Épidaure. Les Ottomans répliquent, comme à l'accoutumée, par une répression féroce afin de terroriser les révoltés pour qu'ils rendent les armes. Les Grecs subissent de sanglantes défaites, mais leur résistance, notamment lors du premier siège de Missolonghi en 1822, enflamme les intellectuels français qui organisent avec succès le mouvement philhellène. Premières brigades internationales, les philhellènes combattent aux côtés des Grecs, participant aux résistances héroïques du second siège de Missolonghi en

⁵ Pour une analyse plus précise et documentée, voir Dertilis (1991).

1826 et d'Athènes en 1827. L'ardeur de ce mouvement puissamment soutenu par les opinions publiques oblige les Puissances à intervenir à contrecœur.

Une flotte anglo-russo-française arrive devant la rade de Navarin où est embossée la flotte turco-égyptienne d'Ibrahim Pacha, afin d'intimider le Sultan Mahmut II et l'obliger à accorder – non pas l'indépendance – mais l'autonomie de la Grèce. Le 20 octobre 1827, suite à une méprise, la flotte internationale coule les bateaux d'Ibrahim. Les insurgés grecs reprennent l'offensive, contraignant les troupes françaises du général Maison à leur porter secours et à libérer le Péloponnèse.

La diplomatie russe autorise Ioannis Kapodistrias (Jean Capo d'Istria) à entrer en Grèce en 1828 pour organiser un État qui était la proie des rivalités entre chefs de guerre et clans opposés. Gouverneur-Président de 1828 jusqu'à son assassinat en 1831, c'est un homme clairvoyant : fonder une Banque et une monnaie nationales permettant d'offrir un crédit à bon marché aux paysans auxquels il voulait redistribuer les terres nationales en les cadastrant, donc s'attaquer aux réseaux de l'usure. En outre, chef du parti russe – les premiers partis politiques grecs portent le nom d'une puissance tutélaire – il souhaite que la patriararchie œcuménique de Constantinople conserve son autorité sur le clergé, à l'opposé des tenants des partis français et anglais.

Le traité d'Andrinople (Edirne), signé après la défaite ottomane contre la Russie dans la guerre de 1828-1829, oblige l'Empire Ottoman à reconnaître une petite Grèce indépendante rassemblant à peine un quart des Grecs de nationalité ottomane.

La Sainte-Alliance était une nouvelle fois intervenue – dans le désordre - mais pour une cause contraire à ses principes à cause du poids des opinions publiques et du « Grand Jeu » diplomatique. Elle signe ici la contradiction de sa politique à contre-courant des réalités de l'époque et son échec à terme, qui sera patent en 1848 avec « le printemps des peuples ». La cause de cet échec : la Grèce.

b- Les Puissances imposent leur pouvoir à la Grèce (1832-1912) :

Les Puissances comprennent instantanément qu'il faut contrôler ce trublion instable, afin de répondre à des injonctions contradictoires : satisfaire les banquiers de la City engagés dans la faillite de 1827, calmer les opinions publiques encore philhellènes, faire baisser la pression des marmites nationales qui bouillonnent un peu partout menaçant l'équilibre européen et enfin, se surveiller mutuellement autour des enjeux de la *Question d'Orient*. Déjà, les années 1830 et 1831 ont vu le changement de régime en France après les Trois Glorieuses, les Russes mater dans le silence général la révolte polonaise et la naissance d'un État-tampon aux limites des intérêts français, britannique et prussien, la Belgique.

Elles imposent Othon de Bavière, second fils du très philhellène roi Louis I^{er} de Bavière. Il rétablit l'ordre brutalement et organise une administration allemande du pays. Sa responsabilité est grande dans le maintien des réseaux de clientèle et d'une armée surdimensionnée pour calmer les ardeurs des grands *pallicares*, héros de la Guerre d'Indépendance. Ce qu'Edmond About décrit bien, mais que l'on cite peu. Il est également à l'origine de l'érection d'Athènes en tant que capitale de l'État grec et de la construction d'excellentes brasseries, *Alpha* et *Fix*, malheureusement disparues.

La France, le Royaume-Uni et la Russie fournirent avec le roi les garanties échelonnées sur douze ans pour un emprunt de 60 millions de francs, dit « *emprunt de l'indépendance* »⁶, dont elle n'a disposé que de 5

⁶ Emprunt dont il faut déduire 7 millions de commissions et frais divers. La Grèce a payé jusqu'au 31 décembre 1843, 33 millions. Avec l'aide d'un second emprunt contracté en Bavière, la Grèce disposait de 31 millions de francs qui ont servi à indemniser l'Empire Ottoman (en fait la Russie) pour 12,5 millions, à rembourser une partie des emprunts antérieurs

millions en douze ans pour bâtir des infrastructures *ex nihilo* et financer une partie de ses dépenses de fonctionnement, dont la liste civile du roi ! Et au bout du compte, elle devait encore 59,6 millions de francs à ses créanciers étrangers. « Utiliser le levier de l'emprunt » selon l'expression de Gladstone, pour infléchir la politique grecque à l'avantage des Puissances, est une réalité constante. Par exemple, en 1850, lors de l'Affaire Pacifico, les Britanniques ont envoyé leur flotte bloquer le port du Pirée pour défendre les intérêts d'un de leurs ressortissants, agioteur notoire. Encore, pendant la Guerre de Crimée, les flottes française et britannique bloquèrent une seconde fois Le Pirée pour infléchir la politique grecque naturellement russophile. En 1866, les deux Puissances ont empêché la Grèce d'intervenir en Crète soutenir la révolte de leurs compatriotes contre les Turcs, ce qui l'a obligée à accueillir un flot de réfugiés crétois à ses frais. Durant la Guerre Russo-Turque de 1877, il lui est de nouveau interdit d'intervenir. En 1897, elle est abandonnée à son sort face à sa défaite contre les Turcs.

Néanmoins, au lendemain de la crise égyptienne, le banquier genevois Jean-Gabriel Eynard obtint le feu vert des Puissances pour fonder la *Banque Nationale de Grèce* à capitaux privés en 1841. Sans entrer dans le détail de l'histoire, il faut retenir que la légitimité de la Banque Nationale affirmée tout au long du siècle, tient à sa capacité à fournir des crédits aux réseaux des « tokitzidès » (les usuriers) et en permettant aux contribuables de payer leurs impôts en billets qu'elle émettait. Elle devenait le prêteur privilégié de l'État qui avait un besoin permanent de ses services pour financer sa dette. Elle n'empêche pas la prise de contrôle des finances grecques par la Grande-Bretagne et la France qui allèrent jusqu'à rédiger les budgets et à imposer le franc – d'où le terme argotique de « φράγκο, frángo » pour désigner le pognon, le fric – à la place de la drachme entre 1866 et 1869, marque la dernière crise financière, provoquée par les dépenses liées à l'insurrection crétoise, avant l'accord de 1878 qui autorisait de nouveau la Banque Nationale de Grèce à placer des emprunts à l'étranger. Cela attira les capitaux « hétérochtones⁷ » dont la Banque fut l'interlocuteur privilégié. Si beaucoup de ces capitaux, à une époque où, déjà, ils pouvaient circuler librement dans le monde entier, se plaçaient dans des spéculations lucratives à l'étranger ou en Grèce dans des *joint venture* d'opportunité, une partie alimenta les grands travaux de construction d'infrastructures menés par les modernistes, au premier rang desquels se trouve Chariláos Trikoúpis. Il fut sept fois Premier Ministre entre 1875 et 1895, en tant que modernisateur des structures économiques grecques, il est à l'origine du premier développement économique du pays. Pour en assurer le financement, il dut avoir recours massivement à l'emprunt, tant les besoins étaient colossaux en cette période de dépression économique mondiale (phase B de Kondratiev entre 1873 et 1896) où les disponibilités étaient rares. La crise de la drachme engendra la faillite de l'État en 1893 qui passa une nouvelle fois sous tutelle étrangère en 1898. La rapidité d'intervention des Puissances est remarquable par leur garantie à un nouvel emprunt de 41,5 millions de francs placé à Paris en 1898. Le public a souscrit à hauteur de... 988 millions de francs ! La situation s'est améliorée dans un contexte de croissance économique retrouvée. Néanmoins, dès 1904 les réalités reprennent le dessus : comment accroître les revenus d'un pays pauvre, à l'économie faiblement productive, dont les disponibilités servent prioritairement au service de la dette extérieure au détriment des investissements productifs intérieurs ? Cercle vicieux qui n'incite guère les Grecs de l'étranger à placer leur argent dans une industrie naissante, ni les Grecs de l'intérieur à payer des impôts pour enrichir les banques étrangères.

pour 2,2 millions et à payer les Bavarois pour plus de 5 millions. Reste 10,7 millions de francs sur lesquels elle a prélevé 5,7 millions pour honorer ses engagements, voir E. About (1854).

⁷ C'est-à-dire des Grecs de nationalité étrangère, principalement ottomane ou égyptienne, qui disposaient d'un statut particulier en vertu d'une loi de 1844.

Ce développement des infrastructures n'est pas synonyme d'une véritable industrialisation du pays avec constitution d'un prolétariat ouvrier puissant. Celui-ci est embryonnaire à la fin de la période. La situation sociale de la population demeure précaire : en 1870, l'espérance de vie à la naissance est de 36 ans seulement et le taux de mortalité infantile atteint 196‰ ; il est encore de 166‰ en 1907. L'émigration transocéanique devient massive à partir de 1890 et l'exode rural accélère la croissance d'Athènes, 4.000 habitants en 1832, 175.430 en 1907, néanmoins 67% de la population est encore rurale en 1907.

L'histoire politique est marquée par l'accession réelle du peuple au suffrage universel dès 1844, suite à la révolution nationaliste de 1843 qui imposa une Constitution au roi Othon. Cette accession renforça les réseaux de clientèle parallèlement à l'affermissement du rôle de l'État en tant que dispensateur places et de relais de crédits.

Sur le plan idéologique, la progression des idées nationales partout en Europe se traduit en Grèce par la prégnance de la « *Grande Idée* », c'est-à-dire le rassemblement de tous les Grecs au sein de l'État grec pour constituer une nation « moderne ». Ce qui place la Grèce aux côtés de la Russie contre l'Empire Ottoman, par conséquent opposée à la France et surtout à la Grande-Bretagne et donne aux traditionalistes un levier idéologique que les modernistes ne peuvent pas réfuter sous peine d'accusation de haute trahison. Cela justifie également le maintien des dépenses militaires à un niveau élevé.

Néanmoins, la Grèce recevra des dédommagements pour bonne conduite en satisfaisant partiellement la *Grande Idée*.

Ainsi, en 1862, une révolution renverse le roi Othon. Le candidat des Britanniques, Georges I^{er} de Glucksbourg, est choisi comme souverain. En récompense la Grèce recevra l'Heptanèse⁸ en 1864. Enfin, en 1881 lui sera accordée la Thessalie en remerciement de sa bonne volonté de 1877.

L'insurrection crétoise de 1905 menée par Elefthérios Venizélos, ouvre une nouvelle ère avec la Révolution de 1909 qui va le propulser au pouvoir. Son œuvre consiste en la fondation d'un État de droit moderne : la révision constitutionnelle de 1911 s'accompagne d'une loi autorisant l'expropriation avec indemnités afin de doter les paysans sans terre. Les coopératives agricoles sont fondées. Il est interdit de saisir les bas salaires pour dettes. Les syndicats sont reconnus. Le repos devient obligatoire du dimanche. Les procédures de règlement des conflits du travail et les conventions collectives sont instaurées dès 1910, ainsi qu'un plan d'assurances sociales obligatoires en 1914. La réforme administrative crée les communes et l'impôt progressif sur le revenu est adopté en 1911. L'armée est réorganisée avec le soutien de la France et de la Grande-Bretagne en 1912. En politique étrangère, il est l'âme de l'Union Balkanique qui va vaincre l'Empire Ottoman en 1912 afin d'assumer la réalisation de la Grande Idée. Venizélos – « Λεφτεράκι (Lefteráki) » pour ses partisans – a su synthétiser les évolutions de la Grèce au XIX^e siècle pour lui jeter les bases d'une nation moderne. Pour cela, dans un contexte international bipolaire, il fallait choisir son camp : ce fut celui de l'Entente. Il ne pouvait y en avoir d'autre face aux deux puissances opposées à la réalisation de la *Grande Idée* : l'Empire Ottoman et l'Autriche-Hongrie client et alliée de l'Allemagne.

⁸ Les sept îles Ioniennes : Corfou, Leucade, Céphalonie, Zante, Ithaque, Paxi, Cythère.

c- Le temps des tragédies (1912-1949) :

α- De la Grande Idée à la Grande Catastrophe (1912-1922) :

La guerre italo-turque de 1911 affaiblit l'Empire Ottoman, ce qui procure une occasion pour l'Union Balkanique d'attaquer le 18 octobre 1912, de le vaincre après de sanglantes batailles et de l'expulser d'Europe, ne conservant que Constantinople et ses faubourgs par le traité de Londres du 30 mai 1913.

L'assassinat du roi Georges le 18 mars 1913 plaça sur le trône son fils Constantin I^{er}.

Le partage de la Macédoine offre à la Bulgarie une fenêtre sur la mer Égée contestée par la Grèce et la Serbie. Elle prend les devants en attaquant ses anciens alliés le 29 juin, mais elle est vaincue avec l'intervention de la Roumanie au nord et des Ottomans au sud-est. Le traité de Bucarest du 10 août 1913 consacre les gains grecs : l'Épire, la Macédoine occidentale, la plupart des îles égéennes, la Crète définitivement, ce qui fait doubler sa superficie (de 63.000 à 127.000 km²) et lui fait gagner 2.101.014 habitants pour 2.631.952 habitants au recensement de 1907.

Pour les vénizélistes, ces résultats sont un pas vers la réalisation de la Grande Idée et restaient pendantes les questions de l'Épire du Nord laissée à la nouvelle Albanie, la Thrace occidentale à la Bulgarie, la Thrace orientale et Constantinople à l'Empire Ottoman et enfin, les îles du Dodécannèse à l'Italie, sans parler des villes majoritairement grecques en Anatolie, au premier desquelles se trouve Smyrne.

Pour le roi, beau-frère de Guillaume II, il faut préserver ces acquis et par conséquent la neutralité de la Grèce dans le conflit européen qui éclate en 1914.

L'opposition entre Venizélos et le roi aboutit au *δichασμός* (*dichasmós*) de 1916 : deux pouvoirs concurrents, celui de Venizélos à Salonique où il autorise l'installation des troupes françaises contre l'avis du roi, et celui de Constantin I^{er} à Athènes qui prône la neutralité. Le nouveau blocus du Pirée par les flottes franco-britanniques oblige le roi à abdiquer en faveur de son fils Alexandre 1^{er} et la Grèce à entrer en guerre aux côtés de l'Entente.

La victoire de la Grèce est éphémère. L'attribution de la Thrace occidentale au traité de Neuilly lui voue la haine des Bulgares. La Thrace orientale, Imvros et Ténédos, ainsi que la région de Smyrne sont enlevés aux Ottomans par le traité de Sèvres. Le nationalisme turc ne reconnaît pas cette décision.

La violence politique monte d'un cran en 1920 avec la mort prématurée du jeune roi et l'approfondissement du *dichasmós* entre les royalistes pacifistes qui remportent les élections et les vénizélistes de gauche, expansionnistes et de moins en moins royalistes.

L'Empire Ottoman vaincu semble moribond. Contre toute attente, le roi Constantin ramené sur le trône par plébiscite, croit pouvoir mener une guerre rapide afin de le mettre au pas et restaurer l'unité nationale. Ce n'est plus le vieil empire qui affronte l'armée grecque, mais bien la force du kémalisme en train d'accoucher de la Turquie moderne. La défaite grecque est consacrée par l'armistice de Moudanya le 11 octobre 1922, après des combats qui lui ont causé 37.200 morts. *La Grande Idée* vient de se muer en *Grande Catastrophe* (*Η Μεγάλη Κατάστροφη*).

β- Le choc des Réfugiés et le temps des dictatures :

La réaction des militaires vénizélistes est brutale : le colonel Plastirás prend le pouvoir par un putsch, le roi abdique au profit de son second fils, Georges II, pendant que l'amiral Koundouriotis assure la régence et doit appliquer la convention d'échange des populations de janvier 1923, qui entérine la fuite des Grecs d'Asie

Mineure⁹. La Grèce peuplée de 5 millions d'habitants, doit accueillir 1,3 millions réfugiés soit 26% de la population (comme si la France devait faire face aujourd'hui à un apport brutal de près de 17 millions de personnes !).

Toute la société grecque est déstabilisée. Désormais, se constitue un véritable prolétariat, auquel s'agrège un sous-prolétariat urbain qui fait exploser les villes et principalement Athènes qui atteint 400.000 habitants à la fin de la décennie. Pour en revenir à nos figures-types, après le phanariote devenu grand bourgeois affairiste et politicien, le capitaine, qui l'a rejoint dans les allées du pouvoir et dans le grand commerce international, le pallicare qui a disparu en tant que catégorie sociale autonome, mais dont l'esprit nourrit le corps de la société et l'espace symbolique de la *Grande Idée* par l'exaltation de la liberté individuelle et de la bravoure au combat et le raya, devenu paysan luttant pour sa survie sur son maigre champ, marin salarié, pêcheur, petit fonctionnaire, petit commerçant, artisan ou émigré en Amérique, le *ρεμπέτης* (*rebétis*), sous-prolétaire déraciné, mauvais garçon, construit l'image du révolté citadin déclassé à partir de sa contre-culture illustrée par sa musique rebelle, le *ρεμπέτικο* (*rebétiko*).

Devant cet afflux de main d'œuvre disponible – pour la première fois dans l'histoire de la Grèce indépendante – l'industrialisation progresse par le moyen de PME dynamiques¹⁰ qui visent à satisfaire en biens de consommation courante, un marché local en pleine expansion.

Aux difficultés financières traditionnelles, s'ajoutent les charges exorbitantes de reconstruction, d'accueil des réfugiés dans de nouveaux villages, le financement de l'activité économique et enfin, les lois des quotas américaines de 1921 et 1924 qui restreignent l'émigration, donc ne permettent pas au pays de se délester d'une partie de sa population inemployée¹¹. La crise de 1929 qui frappe de plein fouet les exportations grecques est amplifiée par une série de très mauvaises récoltes de 1929 à 1931 et par le moratoire Hoover sur les réparations qui prive la Grèce d'une rentrée de devises prévue. L'État fait une nouvelle fois faillite en 1932. sur fond d'instabilité politique. Les coups d'État, l'agitation sociale, la brutalité de sa répression et l'instauration d'un *spoils system* agressif à chaque changement de gouvernement entre les vénizélistes qui ont imposé la république en 1924 et les populistes de Tsaldáris minent le pays.

La monarchie est finalement rétablie en 1935, provoquant l'exil de Venizélos à Paris. L'année suivante le général Metaxás établit une dictature militaire d'inspiration fasciste, le régime du *4 Août*. La répression féroce de toutes les oppositions fait taire les mécontentements d'une population qui s'enfonce dans la misère. Pour preuve de cette misère, les statistiques suivantes : le taux de mortalité infantile qui avait baissé jusqu'à 110‰ en 1929, remonte à 133‰ en 1931 et ne régresse guère, puisqu'il atteint encore 122‰ en 1937, la tuberculose, le paludisme, les maladies diarrhéiques sont un fléau général. Le PNB/hab. en 1940 est de 61\$ contre 560 en Grande-Bretagne. Athènes dépasse le million d'habitants cette même année. L'Allemagne devient le premier partenaire économique de la Grèce car elle seule accepte des accords de clearing qui évite l'évasion des rares devises dont dispose le pays.

⁹ Qui étaient installés depuis au moins 2900 ans ! Voir la Guerre de Troie...

¹⁰ En 1938 : 140.000 travailleurs dans l'industrie avec une moyenne de 31 salariés par établissement.

¹¹ Dans les années 1890 à 1910, l'émigration s'est déroulée essentiellement pendant une période de croissance car la faiblesse de l'industrialisation ne permettait pas d'absorber tous les travailleurs. Dans les années 1920-1930, les conditions de l'industrialisation sont réunies, mais elle est stoppée d'abord par la montée de la xénophobie en Occident, puis par la Grande Dépression.

γ- *De la guerre à la guerre civile (1940-1949) :*

La tragédie annoncée survient le 28 octobre 1940, quand à l'ultimatum de Mussolini, Metaxás répond « Ochi ! », « Non ! » et en appelle à l'unité nationale, laquelle est immédiatement effective, puisque même Zachariadis, le chef du Parti Communiste appelle au combat pour la patrie depuis sa prison.

La résistance grecque stoppe l'avance italienne au bout de huit jours d'intenses combats et l'armée hellénique peut lancer une contre-attaque victorieuse qui lui permet de pénétrer en Albanie. L'hiver est terrible, mais les Grecs maintiennent leurs positions victorieusement, d'où la blague qui avait cours en France à l'époque : « *Si vous voulez visiter l'Italie, engagez-vous dans l'armée grecque !* »

Le 6 avril 1941, Hitler est obligé de voler au secours de son allié italien avec l'appui des Bulgares, ce qui retarde d'autant le plan d'invasion de l'U.R.S.S. Le 27 avril, Athènes est prise, aussi l'évzone de garde amène le drapeau grec, se drape dedans et se jette dans le vide pour éviter d'avoir à le donner aux envahisseurs. Dès le 30 mai, jour où les Britanniques doivent évacuer la Crète attaquée par les troupes aéroportées allemandes, deux jeunes, Glézos et Sandás, arrachent le drapeau nazi qui flottait sur l'Acropole.

Hitler reconnaît lui-même la bravoure du soldat grec : « *L'équité historique m'oblige à constater que de tous les adversaires qui nous ont affrontés à ce jour, c'est le soldat grec qui a su se battre avec une vaillance et un mépris de la mort égaux aux nôtres.* ». Ce qui ne l'empêche pas de mettre le pays à sac : l'or de la Banque Nationale est volé et transféré en Allemagne, il ne sera jamais rendu, les entreprises grecques sont spoliées, le commerce maritime est interdit. Tant et si bien que cette occupation brutale provoque une famine généralisée dès l'automne 1941. Dans leur zone d'occupation, les Bulgares déclenchent les « *Vépres bulgares* » en septembre 1941 exterminant 40.000 personnes.

À la férocité de l'occupation allemande et bulgare – l'occupation italienne est beaucoup moins dure – répondent des mouvements de résistance instantanés. Malheureusement, le dichasmós les affecte profondément. Il faut distinguer la résistance extérieure derrière le roi et son Premier ministre, Tsoudéros, au Caire et soutenus par les Britanniques, mais comportant des troupes divisées sur le plan politique et la résistance intérieure qui s'organise dans les régions montagneuses en plusieurs mouvements rivaux. Le principal mouvement est l'*E.A.M. (Εθνικό Απελευθερωτικό Μέτωπο Mouvement de Libération Nationale)* organisé par le Parti Communiste, mais comportant de très nombreuses tendances, notamment des vénizélistes, dont l'armée est l'*ELAS (Εθνικός Λαϊκός Απελευθερωτικός Στρατός, Armée Populaire de Libération Nationale)*, lequel est concurrencé par plusieurs autres, dont l'*EDES (Εθνικός Δημοκρατικός Ελληνικός Σύνδεσμος, Ligue Grecque Nationale Démocratique)*, républicain vénizéliste anticommuniste et l'*EKKA (Εθνική Και Κοινωνική Απελευθέρωσης, Libération Nationale Et Sociale)*, d'inspiration libérale.

Cette résistance est efficace, car elle maintient une insécurité permanente pour les troupes d'occupation qui doivent consacrer 300.000 hommes jusqu'en 1943 à la Grèce et encore 180.000 Allemands et Bulgares après la défection de l'Italie. Elle a constitué dans les régions montagneuses du Pinde, du Péloponnèse et en Crète, des « *républiques des montagnes* » autogérées où les Grecs apprennent à la fois la gestion démocratique de leur vie et la dureté de certains commissaires politiques communistes.

Elle ne peut empêcher la déportation et l'extermination des Juifs de Salonique et de la majorité des provinces grecques.

Les collaborateurs sont déconsidérés, peu nombreux (par exemple 1500 tsoliádes et quelques bandes de *Χίτες, (chítès)* contre 70.000 membres de l'*ELAS* et 12.000 de l'*EDES*, l'*EAM* comptant 1,5 million de membres et les forces royales, 30.000 hommes !) mais féroces ; cependant leurs rangs grossissent à partir

de 1943 et début 1944, de trafiquants sans scrupules et d'éléments renégats ou victimes d'exactions de la part d'éléments plus ou moins incontrôlés de l'ELAS.

Les pertes s'élèvent au moins à 516.000 morts pour un pays de 7.344.860 habitants au recensement de 1940, soit 7% de la population (France : 1,5%). Il y a eu 892 villages et une ville (Karpénissi) totalement détruits avec des massacres de population, par exemple : 9000 morts en Crète de 1941 à 1944, à Koméno, 317 morts le 16 août 1943, à Kalavrýta, 696 morts en décembre, à Klissoúra, 215 morts le 5 mai 1944 et 300 morts à Distomó cinq jours plus tard...Au total, 70.000 morts du fait de la répression ! Un tiers de la richesse nationale a disparu et les dégâts sont estimés à 8,5 milliards\$ de l'époque. La Grèce recevra 2 milliards \$ d'aide américaine sur les 12 milliards consacrés l'Europe entière. L'hyper-inflation contraint le gouvernement à créer le 9 novembre 1944 une nouvelle drachme au taux de 50 milliards d'anciennes drachmes pour une nouvelle. Cotée à 600 drachmes pour 1£, le change passe en un an à 5.900 drachmes pour 1£.

Une nouvelle fois dépendante de la situation internationale, la Grèce est le théâtre du premier engagement de la Guerre froide qui ne dit pas encore son nom, quand le 3 décembre 1944, les troupes britanniques tirent sur les manifestants de l'ELAS.

Le gouvernement royal, arrivé dans les fourgons des Britanniques, s'appuie sur tous les éléments anticommunistes, y compris les anciens collaborateurs et les « chitès ». Devant la dégradation de la situation, face à cette alliance contre nature, le KKE, fort encore de 45.000 membres, décide le 12 février 1946 de reprendre la lutte armée. Un mois et demi plus tard, une escadre américaine accoste au Pirée, marquant de fait la substitution de la tutelle américaine à la tutelle britannique datant de 1862.

La pression est énorme sur un peuple épuisé. Les lois liberticides, dont la première date de 1871 qui permet de poursuivre la famille de quelqu'un poursuivi pour « *acte de banditisme* », furent sans cesse durcies depuis 1913 contre tous ceux susceptibles d'avoir des activités « remettant en cause l'ordre social et la nation ». Metaxás avait institué les *certificats de loyauté* pour les fonctionnaires et les *déclarations de repentir*, autorisant l'élargissement des personnes déportées en en faisant des renégats aux yeux de leurs anciens amis. Ces pratiques généralisées pendant la guerre non seulement n'ont pas disparu à la libération, mais ont été encore renforcées : la loi 509 de 1947 prévoit la peine de mort ou la prison à vie pour les délits politiques et la loi 516 de 1948 rend le *certificat de loyauté* obligatoire pour obtenir tout document officiel.

L'Armée Démocratique occupe les montagnes afin de recréer une République des Montagnes pendant que l'Armée Nationale, dix fois plus nombreuse assistée de 450 conseillers militaires américains, la pourchasse en luttant pour les nœuds de communication stratégiques et en vidant les villages, transférant les populations dans des localités de plaine : 1000 villages sont détruits, 900.000 personnes sont évacuées, en outre 40 à 50.000 sont déportées, 50.000 enfants (25.000 de chaque côté) sont arrachés à leurs familles, soit pour être éduqués dans les centres de la *Prévoyance Royale* de la reine Frederika – dès lors détestée des Grecs -, soit pour être envoyés dans les pays de l'Est, essentiellement en Yougoslavie par l'A.D. Le 30 août 1949, la bataille du Mont Grammós, où pour la première fois le napalm fut expérimenté sur le champ de bataille, met fin aux combats La Guerre Civile aura fait 14.000 morts dans l'Armée Nationale et 38.000 dans l'Armée Démocratique ; environ 100.000 personnes partent se réfugier dans les pays de l'Est. Les pertes civiles sont difficilement évaluables.

Cette Guerre Civile clôt la page ouverte avec les Guerres Balkaniques et constitue le dernier épisode sanglant de la lutte que se livrent les Puissances par Grecs interposés depuis la première guerre civile de 1832. La Grèce a subi la tutelle russe de 1828 à 1843, puis franco-britannique de 1843 à 1862, puis britannique seule de 1862 à 1947 et enfin américaine jusqu'en 1974.

δ- *La poigne de fer d'abord, le développement ensuite et l'étranger toujours (1950-1974) :*

La Grèce a connu 19 gouvernements d'octobre 1944 à mars 1952. La vie politique est obérée par la disparition des communistes et avec eux de toute la gauche ostracisée par les Américains. Je ne traiterai pas cette vie politique d'une extrême complexité, car toutes les tendances anti-communistes : royalistes d'extrême droite ex-métaxistes et chitès, anciens du Caire et anciens collaborateurs, libéraux de droite vénizélistes divisés en monarchistes modérés et républicains sociaux rebaptisés centristes, vénizélistes de gauche comme Papandréou et anciens compagnons de route du *KKE* au sein de *l'EDA, Eνιαία Δημοκρατική Αλλαγή (le Changement Démocratique Uni)*.

Non seulement l'épuration n'a pas eu lieu, mais ce sont les anciens résistants de *l'ELAS* qui sont suspects et le plus souvent condamnés par les tribunaux pour crimes de guerre... au nom de l'épuration ! Officiellement, la guerre civile est toujours déclarée jusqu'en 1962, ce qui autorise les gouvernements à utiliser les certificats de loyauté et à pratiquer la surveillance des communautés rurales et des quartiers urbains par des mouchards appointés.

Le véritable chef du gouvernement, qui va imposer le mode électoral de 1952, est l'ambassadeur des États-Unis, James Peurifoy qui sera nommé en 1954 au Guatemala pour faire tomber le Président Arbenz ! La vie politique est néanmoins pacifiée grâce à un excellent technicien, Constantin Caramanlis. La monnaie est stabilisée en 1953, les capitaux étrangers affluent grâce à la bonne conjoncture mondiale et aux incitations fiscales¹². Ainsi, grâce aux lois de 1962, les armateurs d'origine grecque rapatrient une large partie de leur flotte sous pavillon grec.

L'État est devenu suffisamment puissant pour promouvoir enfin une industrialisation qui profitera aux multinationales grâce aux mesures protectionnistes prises en leur faveur. Elles sont assurées de réaliser de gros profits sur le marché intérieur grec. *La Banque Agricole*, fondée en 1929 par Venizélos peut enfin jouer son rôle de pilote de l'activité agricole, pendant que la Banque Nationale – dont les principaux actionnaires sont l'État et l'Église grecque – avec l'appoint de la *Banque Commerciale*, dirige les crédits sur les investissements industriels et touristiques. Les infrastructures routières, électriques, téléphoniques et ferroviaires sont développées par des sociétés publiques, selon le schéma dirigiste en vigueur après la guerre. Sur le plan économique, la Grèce connaît un développement, une stabilité monétaire et une prospérité inconnus jusqu'ici. Le niveau de vie s'améliore, mais reste inférieur aux autres pays européens : en 1974, il est inférieur de 30% à celui de l'Italie. Les villes s'accroissent, mais l'émigration reprend, désormais vers l'Australie et l'Europe occidentale, notamment l'Allemagne.

Au lendemain de la proclamation officielle de la paix civile, la situation politique évolue en 1963 avec l'accession de Georges Papandréou au poste de Premier Ministre. Il accentue le dirigisme étatique vers les investissements industrialisants, notamment grâce à la fondation de *l'ETVA (Ελληνική Τράπεζα Βιομηχανικής Ανάπτυξης, Banque Grecque de Développement Industriel)*, banque publique spécialisée dans le soutien aux entreprises. Cependant, le contexte politique se tend avec la peur d'une fraction des militaires et des extrémistes de perdre le soutien américain passé de Caramanlis à Papandréou vu par eux comme l'antichambre du communisme. Ils provoquent l'assassinat du député de *l'EDA*, Lambrákis (c'est le sujet de Ζ) et s'opposent systématiquement au premier ministre, ce qui provoque une instabilité ministérielle croissante de 1964 à 1967 dont le jeune roi Constantin II tente maladroitement de profiter. Le 21 avril 1967, une junte militaire réalise un putsch et donne le pouvoir au colonel Papadópoulos qui établit un régime réactionnaire, dictatorial et démagogique suranné.

¹² ... Comme partout à la même époque et encore aujourd'hui pour lutter contre les délocalisations, par exemple !

Avec lui, réapparaissent l'inflation et l'utilisation abusive du crédit à des fins populistes. Le régime met la Grèce au ban des nations et s'achève dans le déshonneur du désastre chypriote. Les militaires turcs n'attendaient qu'une opportunité pour intervenir à Chypre avec l'accord tacite des Américains : les colonels la leur fournissent le 20 juillet 1974 et leur permettent de lancer l'opération *Attila*. Chypre est désormais coupée en deux, épurée ethniquement avec son cortège de massacres perpétrés par les Turcs, aussi les colonels n'ont d'autre solution que de laisser le pouvoir aux civils. Ces événements interviennent au moment où la conjoncture mondiale vient de se retourner au lendemain du premier choc pétrolier : les colonels ont saboté le développement économique et la stabilisation politique de la Grèce.

III- La Grèce et l'Europe, de l'espoir à la désillusion :

1- 1974-1981 : la métapolitefsi ou le triomphe de Caramanlis :

Constantin Caramanlis, rentré en Grèce dans l'avion prêté par Valéry Giscard d'Estaing, est l'homme de la situation. Exilé à Paris depuis 1963, homme de droite modéré, opposant intransigeant aux colonels, il a été un ministre efficace. Par conséquent, il offre les garanties indiscutables de rétablissement de la démocratie en Grèce. Il est reconnu comme tel par toutes les tendances politiques.

En une année, il fait procéder à des élections législatives selon les modalités de la Constitution de 1952, il épure l'armée et l'administration des suppôts de la Junte, il fait procéder à un référendum qui adopte le régime républicain et il fait promulguer une nouvelle Constitution en 1975.

Admirateur du Général de Gaulle, il fonde un nouveau parti de rassemblement des forces modérées : *la ND (Νέα Δημοκρατία)* que l'on traduit par « *Nouvelle Démocratie* » alors qu'il s'agit plutôt de la « *Nouvelle République* » sur le modèle de l'*UNR*. Il reprend un corpus d'idées voisin : libéral, républicain, dirigiste, attaché à la grandeur nationale et soucieux de se rapprocher de l'Europe pour desserrer la tutelle américaine tout en restant dans l'OTAN. Le moment est favorable, avec l'affaiblissement des États-Unis après la Guerre du Viêt-Nam et en plein *Watergate*.

De son côté la gauche se rassemble avec la fondation du *PASOK (Πανελληνικό Σοσιαλιστικό Κόμμα, Parti Socialiste Pan-Hellénique)* par Andréas Papandréou, le fils de Georges, connu pour ses positions gauchisantes à l'époque de l'Union du Centre de son père et durant la dictature de la Junte, pendant son exil aux États-Unis. Il est à la fois marxiste et nationaliste, donc anti-américain et anti-européen.

La vie politique est stabilisée. La bipolarisation s'affirme, rejetant régulièrement dans l'opposition les petits partis. Les résultats électoraux ne sont plus l'objet de contestations violentes. Le *spoils system* s'atténue. Néanmoins, les réseaux de clientèle ont perduré par l'intermédiaire de potentats locaux détenteurs de suffrages correspondant à l'appui qu'ils apportent à leurs électeurs : mais ce système est-il si différent de celui des autres démocraties contemporaines ? La différence est que cette variante moderne ne se manifeste pas tellement par un lobbying au sommet, mais par l'actualisation des structures anciennes du temps où l'État devait prouver sa légitimité à une époque où il n'a plus à le faire, sinon à démontrer que sa soumission aux intérêts étrangers est bel et bien terminée. C'est ce qui explique que les partis soient tous antiaméricains – à part l'extrême droite, qui ne représente rien¹³ – à droite comme à gauche, avec une surenchère de la part de la gauche. Le résultat est le gonflement de la fonction publique pour satisfaire ce clientélisme.

¹³ Le frère du colonel Papadópoulos fondera bien un parti éphémère obtenant un siège aux Européennes de 1984, l'EPEN !

Malgré le premier choc pétrolier, l'économie grecque poursuit son essor : le PIB/hab. passe de 1570\$ en 1960 à 4568\$ en 1980. Celui-ci est soutenu par trois facteurs essentiels : le retournement démographique, l'apport de capitaux extérieurs soutenant l'action étatique et l'économie grise.

L'émigration massive s'arrête entre 1974 et 1977 à cause des mesures restrictives des pays d'accueil en phase avec le vieillissement rapide de la population hellénique. Les générations arrivant sur le marché du travail sont désormais moins nombreuses que leurs aînées, car l'urbanisation rapide et l'amélioration de niveau de vie depuis 20 ans ont produit des effets rapides sur la fécondité qui s'effondre.

Les capitaux des multinationales et des hommes d'affaires *hétérochtones* continuent d'affluer en fonction de la croissance du marché intérieur. Ils sont complétés par les fonds européens qui se substituent aux dollars américains.

La croissance est tirée par la hausse de la consommation dans un pays qui sort depuis peu de la pauvreté et de l'instabilité. Cet appétit de consommation est la conséquence logique des tragédies du siècle. Il s'appuie sur la structure traditionnelle de l'évasion fiscale : pourquoi continuer à se serrer la ceinture une fois la démocratie rétablie ? Sinon, à quoi sert-elle ?¹⁴ L'accession à la consommation de masse ne peut en aucun cas être réalisée pour une famille de quatre personnes, urbanisée, dont les grands-parents, pauvres paysans, ne sont plus d'aucun secours, par la faiblesse des traitements de la fonction publique, ni par celle des salaires du privé du fait de la faible productivité de l'ensemble économique. Il faut multiplier les activités au sein du réseau familial et clientéliste pour engranger des revenus supplémentaires qui permettront de se payer les produits de consommation importés, au premier rang desquels une automobile. C'est ainsi que le métier officiel assurera la base de la protection sociale et paiera la vie courante, tandis que les deuxième, voire troisième métiers au noir, permettront d'accéder à un arrondissement du patrimoine. Le champ du grand-père sera exploité de manière extensive par les petits-enfants fonctionnaires pendant les vacances, alors qu'en période d'activité, l'un donnera des cours particuliers dans une école du soir ou l'autre ira exploiter un petit *magazi* hérité de la belle famille. C'est ainsi que l'on peut être à la fois salarié, entrepreneur et membre d'une profession libérale ! Si l'on est médecin par exemple, que l'on n'a pas le temps ou pas la possibilité familiale d'exercer un second métier, on demandera une *fakelláki*, une « petite enveloppe ». Finalement, cette « économie grise » permet à la Grèce sinon d'éviter, du moins d'atténuer fortement les effets de la crise économique de 1974.

C'est pour cela que cette activité échappant au fisc correspondrait à un tiers du PIB selon les experts de l'OCDE. Mais ce phénomène est perçu en Grèce majoritairement comme le fonctionnement normal de l'économie depuis toujours, même si les causes initiales de son avènement ont disparu depuis belle lurette : l'État s'est légitimé par sa redistribution. Il impulse désormais l'investissement productif et il défend les citoyens des possibles agressions extérieures. Son rôle est désormais, la démocratie revenue, d'assurer la liberté des citoyens, par conséquent y compris la liberté de s'enrichir par une activité utile socialement, moralement irréprochable, même si elle échappe à l'impôt !

Ce sentiment majoritaire n'est cependant pas universel en Grèce. Avec l'émigration et le goût pour les études à l'étranger, la fréquentation des sociétés occidentales, l'idée pour des générations nées après la guerre, qui ont eu vingt ans sous les colonels et pour leurs cadets, que l'organisation économique traditionnelle est archaïque, fait son chemin. En fait, ils représentent un nouveau modernisme qui a du mal à

¹⁴ J'ai rencontré, dès 1980, des agriculteurs nostalgiques du temps des colonels avec son cortège de subventions étatiques et de prêts à taux très bas.

émerger, bloqué par la gérontocratie, elle aussi traditionnelle des classes dirigeantes. Bref ! Ils sont le symptôme que pour évoluer d'un modèle de société à un autre, sans y perdre son âme, il faut du temps !

2- 1981-1996 : L'Europe, la crise et le populisme :

L'histoire de l'adhésion de la Grèce à la Communauté Économique Européenne débute en mai 1961 sous l'impulsion de Constantin Caramanlis, par la signature du traité d'association qui stipule qu'il s'agit d'une association douanière, qu'il faut promouvoir le développement économique de la Grèce et « examiner les possibilités d'adhésion de la Grèce à la CEE lorsque la Grèce aura atteint un niveau de développement comparable aux États membres ».

Le général de Gaulle, en visite officielle en Grèce, a pris acte de cette réalité en déclarant, le 17 mai 1963, au parlement hellénique : *« D'autre part, si la République française a commencé de pratiquer avec cinq autres États de l'Europe continentale la communauté économique instituée par le Traité de Rome et qui, pour valoir et durer, implique l'union politique, et si la Grèce s'y est récemment associée, c'est parce que nous croyons, vous et nous, que le développement d'une économie moderne exige un large champ de libres échanges, mais aussi un grand ensemble doté d'une structure solide, d'ajustements délibérés et de règles bien établies. »*

En conséquence, la BEI accorde un prêt de 125 millions \$ en contrepartie des baisses de recettes douanières de la Grèce du fait de l'abaissement des droits de douanes imposé par le traité d'association.

La période de la Junte gèle l'accord. Caramanlis, dont la politique explicite est *« d'eupéaniser »* le pays obtient l'ouverture des négociations d'adhésion en 1976 et un second protocole financier en février 1977. Le Traité d'adhésion est signé le 28 mai 1979 à Athènes avec effet au 1^{er} janvier 1981. Il est ratifié par la ND, le PASOK votant contre.

Je me souviens, alors que j'étais en Grèce durant l'été 1980 que, si les journaux s'étaient emparés de la question, la population restait pour le moins dans l'expectative. La question qui m'était invariablement posée, était de savoir, non seulement ce que j'en pensais, mais en gros : *« Qu'est-ce que c'est que la Communauté Européenne ? »*, invariablement suivie de quelque remarque sceptique : si mon interlocuteur était de droite, c'était pour me dire que cela ne valait pas l'alliance américaine et en tout cas, cela ne valait pas le coup de se fâcher avec l'Oncle Sam ; s'il était de gauche, c'était pour dire qu'on ferait mieux de se rapprocher de l'Union Soviétique pour contrebalancer l'influence néfaste des États-Unis. En gros, l'Europe n'avait strictement aucune image et on se demandait à quoi ça pouvait bien servir !

Le PASOK remporte les élections au moment où la Grèce entre dans la CEE comme dixième membre et premier des pays méditerranéens¹⁵. Lui, violemment anti-européen doit faire un virage à 180 degrés et assumer les obligations résultant de l'adhésion. La conjoncture économique mondiale vient de s'aggraver à partir de l'été 1979 avec le second choc pétrolier auquel répondent politiquement, les mesures néo-libérales au Royaume-Uni avec Margaret Thatcher, puis aux États-Unis avec Ronald Reagan.

On a trop souvent glosé sur la personnalité d'Andréas, truculente et volontiers populiste, mais c'est oublier autant les causes profondes que la conjoncture de 1981.

Le gouvernement d'Andréas Papandréou est prisonnier d'injonctions paradoxales : satisfaire un électorat de gauche qui voit ses idées accéder pour la première fois aux affaires dans l'histoire du pays, après au moins

¹⁵ Après le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark en 1973, la Norvège ayant refusé de ratifier le traité d'adhésion par referendum et avant le Portugal et l'Espagne en 1986.

45 ans d'ostracisme¹⁶, obéir aux injonctions européennes de rigueur et de « modernisation » des structures économiques tout en justifiant devant l'opinion publique cette obéissance nouvelle et atténuer les effets de la crise économique qui arrive au moment où, non seulement l'émigration est stoppée, mais où le flux migratoire s'inverse avec le retour de nombreux émigrés, puis l'arrivée d'immigrants des pays pauvres.

Satisfaire son électorat, c'est, conformément à ses principes, nationaliser pour renforcer le dirigisme étatique dans le but de protéger les entreprises grecques, c'est également améliorer les pensions qui sont à un niveau ridiculement bas, ainsi que les salaires afin de soutenir la consommation. Elle est le seul moteur de la croissance économique, puisque l'ouverture des frontières européennes aux importations asiatiques vient tuer à petit feu la petite industrie locale. De même, les politiques européennes de restructuration agricole détruisent des pans entiers des cultures d'exportation du pays, notamment les raisins secs, le coton et surtout le tabac. Le prix à payer est une forte inflation. La hausse des prix rend la Grèce moins attractive pour les touristes, le retour des émigrés tarit progressivement leur apport de devises et enfin, les nationalisations, comme celles d'*Exxon Hellas* pour former l'entreprise publique *Eko*, ou d'*Olympic Airways* créée par Aristote Onassis, éloignent les armateurs et font baisser les recettes du fret maritime en plus de la rétraction des échanges. Par conséquent, les fonds européens servent à compenser cette diminution des recettes et sont utilisés, comme à l'époque d'Edmond About - les mêmes causes provoquant les mêmes conséquences - pour faire face aux dépenses courantes, dans le langage comptable ordinaire, en fait pour soutenir l'activité mise à mal par les politiques macro-économiques européennes qui ne tiennent pas compte de la réalité grecque.

Il faut également mener une politique étrangère forte : tensions avec l'OTAN, gestes symboliques de rapprochement avec les pays de l'Est, répliques aux provocations turques, élargissement du domaine maritime... ce qui profite aux marchands d'armes occidentaux !

Les investissements étrangers durant les décennies 1980 et 1990 vont, d'une part se concentrer sur le rachat d'entreprises grecques performantes sur le marché intérieur, fonder et développer les hypermarchés et continuer de fournir les nouvelles technologies à leurs filiales de droit hellénique et, d'autre part, bénéficier de la manne européenne orientée vers la modernisation des infrastructures en répondant aux appels d'offres. Elles ne peuvent pas se plaindre d'une supposée « mauvaise utilisation des fonds européens ». Restent de ces fonds pour les Grecs, quelques miettes qui seront dispersées au gré des demandes par l'intermédiaire des réseaux de clientèle. Cela permettra autant le développement de l'aquaculture que la construction d'un port en eau profonde inutile à Platiyali en Acarnanie que de quelques « bistrot de pays », appelés ici « tavernes traditionnelles ».

Les tentatives de réformes se heurtent à l'opinion publique qui ne veut pas voir sa toute récente prospérité mise à mal par des mesures de rigueur, certes indispensables pour « européeniser » les structures grecques, mais également destructrices de pans entiers de l'économie et perçues comme une nouvelle mise sous tutelle du pays. En gros, on a quitté le giron américain en 1974, ce n'est pas pour se mettre sous la coupe européenne. Cela n'empêche pas la même opinion publique de supporter de plus en plus mal le système clientéliste qui a lui-même perdu sa légitimité. Les gaspillages éclatent au grand jour et à la grande honte des Grecs : je l'ai constaté moi-même à Platiyali. L'État s'est désormais affirmé : on n'est plus en 1854 ! L'Union Européenne dispense une manne financière : la moindre des choses serait que tous les

¹⁶ Il efface les dernières séquelles de la Guerre Civile en autorisant le retour des survivants de 1949, notamment de Márkos Vafiádis, le chef de l'Armée Démocratique en 1982. Il faut attendre 1989 pour les anciens combattants macédoniens puissent revenir en Grèce : la page est tournée 53 ans après la dictature du 4 Août, 40 ans après la fin de la Guerre Civile !

citoyens en profitent ! Enfin, la montée de l'inégalité devant l'impôt est de plus en plus mal supportée par une classe moyenne constituée majoritairement de salariés, de fonctionnaires et de retraités – dont le poids s'accroît aussi rapidement que le vieillissement de la population – et sur qui pèse l'essentiel de la pression fiscale : ces catégories fournissaient 28% des impôts directs en 1960 et 59,7% en 1987.

Cette tension se manifeste sur le plan politique par une agressivité croissante des rapports gauche/droite attisée par l'effondrement du bloc soviétique et les souvenirs du passé¹⁷. En outre, chaque camp est divisé entre « traditionalistes » et « modernistes ». L'atmosphère électrique, la maladie du premier Ministre et la révélation de sa vie privée chaotique sont favorables à l'éclatement de scandales politico-financiers, le plus important est le scandale Koskótas, une escroquerie de 230 millions\$!

La *catharsis* politique s'opère entre juin 1989 et avril 1990 avec trois élections et deux gouvernements, un anti-PASOK unissant la ND et les communistes et un d'union nationale dirigé par Xénophon Zolótas, 85 ans et économiste de renom qui vont régler les dernières séquelles symboliques de la Guerre Civile et légitimer la politique d'assainissement et de modernisation.

L'accession au pouvoir de la droite avec Constantin Mitsótakis en avril 1990 permet d'espérer sa poursuite. Effectivement, il pratique une politique libérale rigoureuse au coût social important. Il doit faire face à la montée du nationalisme exacerbé par l'implosion de la Yougoslavie et l'indépendance de la République ex-yougoslave de Macédoine dont s'empare l'aile droite de son parti qui fait sécession. Logiquement, il perd les élections de 1995 et « *Andréas* » retrouve le pouvoir pour mener la même politique qu'il désapprouve, le tout sur fond de scandales et d'invectives. Son parti, divisé par la démission spectaculaire en septembre 1995 du Ministre de l'économie, Costas Simítis ne le soutient plus et, à bout de forces, il démissionne en janvier 1996.

3- 1996-2004 : Simítis le réformateur :

Avec Costas Simítis, soutenu par Georges Papandréou, le fils d'Andréas, s'ouvre l'ère des grandes réformes. Malgré la dissidence des plus traditionalistes derrière Dimitri Tsóvolas, il est confirmé par le succès aux élections anticipées qu'il a provoquées.

Petit, à la voix modeste, ses ennemis lui reprochant son manque de « charisme », c'est un homme cultivé et tenace, économiste de formation. Il a poursuivi ses études en Allemagne et de ce fait parle un allemand parfait. Bien entendu, il est capable également d'utiliser très honorablement l'anglais et le français : il est la représentation de la classe politique grecque moderne. Il a compris ce qu'impliquait l'adhésion de son pays à l'UE, la signature et la ratification du traité de Maastricht en 1992 et la perspective prochaine de la monnaie unique qui exigeait la réalisation des critères de convergence en 5 ans !

En politique étrangère, il s'applique avec son Ministre des Affaires étrangères, Theódoros Pángalos, à apaiser les relations avec tous ses voisins, car il a compris que la Grèce a un rôle essentiel à jouer dans les Balkans en tant que pays moteur du redressement économique de la région – ce qu'elle réussit fort bien, d'ailleurs ! - et en tant que médiateur de leur adhésion, avec celle de la Turquie, dont la Grèce se rapproche, notamment après les tremblements de terre de 1999.

À l'intérieur, il fait voter et appliquer *la Loi Kapodistria* qui réforme dans un sens d'une plus grande efficacité le découpage administratif du territoire (le nombre de communes passe de 6130 à 1034, il donne vie aux

¹⁷ Tant à l'extérieur avec les craintes qui surgissent lors de la déstabilisation de la Yougoslavie avant même son éclatement, qu'à l'intérieur où les invectives fusent : à droite, on reproche à Andréas Papandréou son passé marxiste, à gauche on rappelle que Mitsotákis, neveu de Venizélos, fut un « apostat » dans les années 1960, son gendre Pavlós Bakoyánnis, porte-parole de la ND est assassiné.

treize régions) et qui crée un cadastre (enfin !)¹⁸, il réforme les aides à l'agriculture afin qu'elles pèsent moins sur le budget de l'État, ainsi que le système scolaire qui a favorisé la scolarisation longue des filles et a démocratisé les universités (85.000 étudiants en 1993, 416.100 en 2007).

La politique de grands travaux est accélérée grâce à l'utilisation des prêts européens à bon escient et à une amélioration des rentrées fiscales, notamment de la TVA adoptée en 1987 et qui a été longue à mettre en œuvre. Athènes dispose à Spathá d'un aéroport moderne, d'un métro digne de ce nom, du pont Charilaos-Tricoupi sur le détroit de Rió-Andirrio – ces deux ouvrages construits par des consortiums français - d'un réseau d'autoroutes et des infrastructures pour les Jeux Olympiques de 2004.

La politique d'orthodoxie budgétaire a gagné la lutte contre l'inflation et en a ramené le taux au plus bas depuis la fin de la guerre.

Les grands objectifs, à savoir se conformer aux obligations découlant de Maastricht et réussir les Jeux Olympiques de 2004, ont été présentés et affichés comme prioritaires aux yeux de l'opinion publique. Ainsi, je me souviens avoir vu à la télévision nationale la retransmission de débats parlementaires clairement identifiés en bas de l'écran « *transposition de la directive européenne n° tant dans la législation nationale* ». Où avons-nous vu cela en France ? Pourtant on revenait de loin : de 1982 à 1985, la Commission européenne avait engagé 108 procédures contre la Grèce et 197 contre la France¹⁹ et en 2002 une centaine de directives n'avaient pas encore été transcrites, il n'y en avait plus que 48 l'année suivante !

La réussite des Jeux était présentée comme grande cause nationale afin de montrer, à l'extérieur comme à l'intérieur, la capacité de la nation à réaliser un grand événement pour laver l'affront de 1996²⁰ et pour détourner le nationalisme vers une œuvre de paix. Ces Jeux furent d'ailleurs une réussite, malgré les sarcasmes de bien des médias sur les retards pris par les travaux.

La seconde réussite fut l'accession à la monnaie unique dès le 1^{er} janvier 2002. Les instances européennes ayant jugé que la Grèce avait satisfait aux critères exigés. Ce qu'elles ont remis en cause depuis.

En attendant, pour les Grecs, le passage fut difficile avec un taux de conversion de 1 euro pour 340,75 drachmes. Outre les augmentations de prix des biens de consommation courante avec arrondis souvent surestimés²¹ les habitudes furent néfastes au pouvoir d'achat : habitués à disposer d'énormes liasses de billets de faible valeur – l'unité en 2001, était l'*ekatostáriko*, le billet de 100 drachmes, soit à peine 30 centimes d'euro – les Grecs négligeaient facilement les pièces jaunes sans se rendre compte de leur valeur réelle. Le passage à une monnaie métallique courante était une coutume oubliée depuis longtemps. Le recours au crédit revolving par cartes bancaires fut généralisé pour maintenir le pouvoir d'achat. L'euro n'est pas le responsable de cet état de fait, mais bien plutôt la politique de rigueur budgétaire qui comprimait les salaires davantage que les prix toujours plus élevés par les tensions inflationnistes mécaniques dues à la complexification des procédures entraînant des coûts supplémentaires pour les commerçants et les industriels, aux augmentations de taxes (par exemple, sur l'essence), au coût de l'immobilier et aux termes de l'échange traditionnellement défavorables à la Grèce. En outre, comme partout, la multiplication des objets nouveaux vient grever encore davantage le budget familial (appareils électroniques, électroménager, voitures plus sophistiquées pour répondre aux nouvelles normes...).

¹⁸ En 2010, 30% du territoire était cadastré, ce qui est remarquable... en partant de zéro !

¹⁹ Chiffres donnés par J. Dalègre, (2006), p.197.

²⁰ Athènes avait présenté sa candidature aux Jeux de 1996 pour le centenaire des Jeux modernes et avait été recalée au profit d'Atlanta, la capitale de *Coca-Cola*, ce qui avait été mal vécu.

²¹ Entre 2001 et 2002, j'ai constaté des augmentations de 13,6% pour un rafraîchissement au comptoir, à plus de 21 à 27% pour une salade et un café et jusqu'à 70% pour un pichet de vin !

Les tensions sociales montent à l'approche des élections de 2004, pratiquement à la veille des Jeux Olympiques, si bien que la droite, de nouveau unie, retrouve le pouvoir avec un nouveau chef, plus jeune, portant un nom reconnu, Constantin Caramanlis, neveu de l'artisan de la *métapolitefsi* face à une gauche divisée, où les partisans de Simítis sont minoritaires face à son ancien allié, Georges Papandréou au sein du PASOK. Réélu député de l'opposition, Simítis démissionnera en 2007.

4- Depuis 2004 : Nuages noirs :

Les nuages noirs font référence à la célèbre chanson de Vassilis Tsitsanis, *Dimanche nuageux*, écrite pendant l'Occupation et qui appelait à mots couverts, si bien que la censure n'y a rien vu, à l'espoir de la libération. Elle est considérée comme un second hymne grec.

Malgré ses déclarations tonitruantes, à l'opposé du style de son prédécesseur, le second Caramanlis poursuit une politique de rigueur. Il maintient le cap de la transposition des directives européennes dans la législation nationale. Son mandat est dominé par la pression croissante des instances européennes, inquiètes de l'écart des indicateurs économiques entre les différents pays de la zone euro, ce qui ne les empêche pas de faire accéder quatre nouveaux pays à la monnaie commune.

En septembre 2004, les « experts » de la Commission annoncent que les statistiques fournies par le gouvernement grec quatre ans plus tôt auraient été truquées afin de correspondre aux critères de convergence²². Par conséquent, l'accession de la Grèce à l'euro reposerait sur une arnaque²³, ce qui la rendrait illégitime et, pire encore, illégale. Cependant, la Commission n'en tire pas la conclusion logique, qui aurait été de traduire le pays devant la Cour Européenne de Justice pour le faire condamner et *ipso facto* de le faire sortir de la zone euro.

Il est évident que les conséquences auraient été gravissimes pour la crédibilité de la Commission, comme de la BCE. Les opérateurs sur les marchés financiers y auraient regardé à deux fois avant de souscrire aux emprunts de n'importe quel pays de la zone. Les accusations de trucage statistique pour surestimer les recettes et sous-estimer les dépenses auraient été ignorées par la Commission ?

Chacun sait, à commencer par moi-même, qui utilise les statistiques de l'Office National de la Statistique Grecque²⁴ depuis plus de vingt ans, que ces dernières sont à prendre avec des pincettes et sont à confronter avec la réalité sur le terrain. Comme dit l'adage maintes fois entendu : « *La Grèce est un pays pauvre peuplé de gens riches.* » du fait de la masse de l'économie grise dont nous avons vu les ressorts.

Cependant, il serait étonnant que les « experts » européens n'aient rien remarqué avant septembre 2004. Ainsi, par exemple : Le PIB pour l'année 1989 se monte dans l'annuaire statistique de 1998, page 484, à 10.865 milliards 972 millions de drachmes pour un PIB en 1988 de 6.562 milliards 920 millions de drachmes, soit une hausse de 41,4%. Miraculeusement la dette publique – qui a augmenté de 21,9% - passe de 63,9% du PIB en 1988 à 47,8% en 1989. Par contre si l'on consulte l'annuaire de 1992-1993, page 496, ce même PIB pour 1989 se montait seulement à 7.753 milliards 18 millions de drachmes. D'où provient ce mystère ? L'explication en est donnée dans l'introduction du chapitre 22 « *Revenu national et dépenses* » : dans l'annuaire le plus récent, le PIB a été recalculé selon la norme ESA 1979 qui est le *System of European Accounts*, le Système de Comptes Européen, normalisé et obligatoire par la directive européenne 89/130.

²² Description claire du processus dans J. Dalègre, (2006) p.193.

²³ C. Caramanlis en fait largement porter le chapeau à son prédécesseur.

²⁴ Qui vient d'être démantelé au profit d'un institut plus « moderne », El-Stat, mais dont la publication des chiffres sur son site internet est pour le moins parcellaire...

Tout un chacun peut le constater sans même comprendre le grec, puisque l'annuaire est rédigé en grec et en anglais !

Avec ce mode de calcul, le taux d'endettement de la Grèce atteint les 100% du PIB en 1995. Tout le monde le savait.

Autre exemple, la dette publique fait un bond de 49,8% entre 1990 et 1991. La note en bas de la page 455 de l'Annuaire Statistique de 1992-1993 explique : « *Depuis septembre 1991 est incluse une nouvelle catégorie d'emprunts, les obligations d'État en drachmes issues de la conversion des bons du Trésor.* » Il s'agit d'opérations de conversion de la dette libellée en devises en bons libellés en drachmes... donc incluant des frais de change.

Certes les comptes publics sont difficiles à lire : mais dans quels pays ne le sont-ils pas ? D'autant que si l'on croit, M. Cristofóros Sardélis, Directeur de l'Agence de Gestion de la Dette Grecque de 1999 à 2004, c'est bien Goldman-Sachs qui, en tant que conseil appointé de l'Agence, a incité à des opérations de *swaps* de change pour décaler artificiellement le paiement d'intérêts²⁵. Qui a permis de lever un milliard \$ hors bilan en 2002 grâce à ce système ? Les scandales financiers à répétition, depuis *Enron* et *Madoff* jusqu'aux *subprimes* ont révélé que ces pratiques d'engagements hors bilan avec des tours de passe-passe sur les conversions étaient courantes dans le milieu des affaires et couvertes par les plus grandes agences de commissariat aux comptes ; les agences de notation n'y trouvant rien à redire puisqu'elles attribuaient des triple A jusqu'à la veille de l'éclatement des bulles.

Il s'agit donc de pratiques communes dans le privé qui, en conseillant les pouvoirs publics, leur fournit des recettes identiques pour faire face à une situation de surendettement chronique.

Ce surendettement, on l'a vu, provient de la nécessité de couvrir une consommation supérieure à la production : en 2008 il fallait trouver 40 milliards d'euros pour combler ce déficit ! Cette consommation n'est jamais que le goût légitime d'une population pour une prospérité très récente et chèrement acquise, poussée par la mise sur le marché de nouveaux produits de haute technologie importés pour la plupart d'Asie ou d'Europe orientale au gré des délocalisations et de la division internationale du Travail et d'Europe occidentale en ce qui concerne les biens d'équipement et de consommation de luxe. La production grecque qui avait progressé durant les années 1960 à 1980 avec la naissance d'industries nationales, a régressé par la suite dans les années 1990 à 2000 car ne pouvant supporter le choc d'une ouverture incontrôlée des frontières à cause des directives européennes sur la concurrence et les règlements de l'OMC.

Comment dès lors prélever sur la production nationale les rentrées fiscales indispensables au train de vie de l'État, alors que cet argent doit servir en priorité à rembourser les dettes antérieures imposées, on l'a vu, par l'histoire et les structures profondes de l'économie grecque ? L'Union européenne n'a pas fait autre chose, puisque pour asseoir sa propre légitimité, elle s'est placée en substitut des investissements privés et complémentaire des fonds publics. Ce qui explique que l'opinion grecque ait été la plus europhile des opinions publiques au moins jusqu'en 2006 malgré la poursuite des réformes, coûteuses pour le portemonnaie des citoyens, par Constantin Caramanlis²⁶.

L'endettement a certes progressé, mais le taux n'a varié que de 8,2 points²⁷ en 9 ans, entre 1995 et 2004.

Enfin, deux dernières accusations : l'évasion fiscale et le poids des dépenses militaires.

²⁵ Le mécanisme est complexe, mais aurait permis à *Goldman Sachs* d'engranger 300 millions \$ de commissions !

²⁶ Accélération des privatisations, augmentation des impôts et des taxes, remplacement d'un fonctionnaire sur 5, augmentation des tarifs du secteur public, réduction des dépenses de santé, recul de l'âge de la retraite de 50 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes à 65 ans pour tous dès 2002.

²⁷ De 100,3% à 109,5%.

L'évasion fiscale est estimée à 20 milliards\$ par an. Par contre, les rentrées invisibles procurées par l'évergétisme sont ignorées de la comptabilité publique aux normes *ESA*. Elles se monteraient entre 15 et 20 milliards \$. Les exemples abondent d'équipements publics payés par la générosité des grands évergètes : Onassis finançant intégralement la construction du CHU d'Athènes et renflouant *Olympic Airways* après sa déconfiture suite à sa nationalisation, Averof assurant la quasi-totalité des infrastructures de Métsovo et jusqu'aux bibliothèques, musées et autres équipements publics payés intégralement de cette manière, même dans les plus petits villages désertifiés du Pinde ou sur les îles isolées, la place publique, la mairie ou l'adduction d'eau est le résultat des dons de l'évergète local.

Ce qui exaspère les Grecs, plus que l'évasion fiscale, on l'a vu, c'est l'inégalité fiscale.

Le poids des dépenses militaires est excessive, en gros la moitié des dépenses publiques hors éducation, certes. Cependant, la géographie de la Grèce rend la surveillance du territoire particulièrement coûteuse. Les Européens en, ont fait l'expérience quand il s'est agi de renforcer les surveillances aux frontières au titre des accords de Schengen. D'autre part, l'armée se substitue aux services civils pour des missions qui relèvent de la protection civile. Par exemple, le touriste victime d'un infarctus sur une île éloignée du Dodécanèse ou des Cyclades sera bien content de trouver l'hélicoptère de l'armée pour le transférer à l'hôpital d'Athènes ! L'espace géographique ne correspond jamais à un espace économique plat et transparent. Il impose ses contraintes et en Grèce, elles sont particulièrement lourdes.

L'ignorance des facteurs spécifiques à la Grèce, ce qui était pourtant impossible dès l'entrée du pays dans la Communauté Européenne en 1981, a provoqué le durcissement de l'attitude européenne dès l'arrivée au pouvoir de Georges Papandréou en 2009. L'austérité s'est accompagnée d'une véritable frénésie de réformes, la dette publique étant passée en 2009 à 112,6% du PIB (+3,5 points depuis 2004), donc n'ayant pas ralenti son rythme malgré lesdites réformes, tout simplement parce que le temps n'a pas été laissé par les créanciers pour qu'elles puissent agir.

La machine s'est emballée²⁸. Les réformes menées au pas de charge sous la pression des déclarations hostiles de l'étranger et le contrôle tatillon de la troïka, ont fini par briser la croissance, plonger le pays dans l'austérité, humilier le peuple grec et le faire retourner à la misère des années 1950 sans améliorer les indicateurs économiques, bien au contraire, ni inciter les créanciers à desserrer leur étau.

Je ne citerai qu'un exemple : le plan *Capodistria II*, devenu *Kallicratis*, fait passer le nombre de communes de 1034 à 342 ! En dix ans, le nombre de communes aura été divisé par dix-huit, comme si en France on avait supprimé les communes au profit des cantons ! Avec les suppressions d'emplois à l'avenant... La réorganisation des administrations s'est opérée, comme chez nous, sur le modèle européen avec la disparition de l'échelon départemental au profit des agences régionales déconcentrées. Sur le plan fiscal, le tour de vis a été sanglant : taux normal de TVA passé de 18 à 21, puis à 23% et le taux réduit sur les produits de première nécessité, porté à 11% !

La protection sociale est démantelée dans un pays où les prestations sociales maladies et invalidité n'entraient que pour 1,5% du PIB contre 1,9 en France en 2003, le chômage pour 2,2% (France, 6,2%) et les pensions de vieillesse pour 12,3% (France, 12%). Par conséquent, le peuple grec n'a d'autre ressource que de pratiquer le retour sur les réseaux familiaux et de proximité pour s'en sortir... comme autrefois²⁹ !

L'entêtement de la Commission, de la BCE, du Conseil Européen et du FMI à distiller au compte-gouttes les prêts indispensables pour passer le cap, a provoqué la colère, puis la démission de Georges Papandréou

²⁸ Lire la liste de ces réformes dans J. Dalègre, (2011), le chapitre VI *La Grèce, laboratoire d'une Europe nouvelle*, par Vincent Gouzi, pp. 215 à 244.

²⁹ Voir mon article, M. Bouillet, (1999) pages 107 à 113.

qui avait pourtant accédé à toutes les demandes, jetant aux orties son programme et ruinant par là-même sa crédibilité politique aux yeux des Grecs. Il a abouti à la nomination d'un Premier Ministre banquier à la tête d'un gouvernement d'union nationale de 48 ministres et secrétaires d'État en 2011, y compris des membres du LAOS, parti d'extrême droite, pour la première fois depuis 1974. L'impasse financière est toujours là avec un taux pour les obligations à 10 ans passé entre le 1^{er} décembre 2009 et le 11 novembre 2011 de 4,84% à 41,41%, pendant que la dette publique doit être aujourd'hui autour de 160% du PIB.

Bilan : La Grèce, précurseur des grands changements :

Si l'on replace l'actualité dans le temps long, la Grèce a joué depuis 1821 le rôle du grain de sable dans les rouages des grandes puissances impérialistes : en 1827, les Puissances ont été obligées de contrevenir à leur politique de stabilité des frontières européennes à cause de la Guerre d'Indépendance grecque et ça a été le déferlement des mouvements nationaux qui ont mis à bas les empires et s'est achevé par la Première Guerre Mondiale, dont la Grèce a contribué à allumer l'étincelle dans les Balkans en 1912.

Le Guerre Gréco-Turque de 1922 aboutit à la première remise en cause des Traités de Paix de 1919-1921. Ce que le jeune Adolf Hitler pouvait remarquer avec perspicacité : les grandes puissances ne se battent pas pour Smyrne, elles ne se battront pas pour Dantzig !

La résistance grecque, contre toute attente en 1941, oblige le Führer à repousser son agression de la Russie au 21 juin, soit à un jour près comme Napoléon en 1812 et de plus, le prive de ses meilleures troupes aéroportées hachées menu en Crète. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il est allé vers la défaite.

En décembre 1944, la guerre froide s'annonce au grand jour avec le mitraillage des résistants de l'ELAS par les troupes britanniques pourtant accueillies en libératrices.

Enfin, le 16 mai 1963, le Général de Gaulle avait déclaré au roi Constantin II : *« C'est pourquoi, enfin, la Grèce fait à la France l'honneur de sa confiance, tandis que la France fait de sa solidarité à l'égard de la Grèce un des éléments de sa politique de progrès et de paix. »*

Ses successeurs en France, comme dans l'Europe politique naissante en laquelle il croyait, ont oublié cet engagement. La Grèce a parcouru un long chemin semé d'embûches, a tourné le dos à tout un pan de son passé ottoman et byzantin, pour s'arrimer à l'Europe et a participé plus que d'autres à la restauration de la démocratie en Europe par son sacrifice pendant la Deuxième Guerre Mondiale, lequel a eu un impact stratégique sur la guerre, pour un pays de 7 millions d'habitants !

Le temps des réformes des structures profondes d'une nation n'est pas le temps des marchés financiers ni même de la conjoncture économique. L'économie ne constitue pas l'alpha et l'oméga de la vie d'un peuple. Aussi, la croyance dans le fait que l'interpénétration économique des nations aux cultures, aux références et au niveau de développement éloignés, pourrait mécaniquement aboutir à une union politique, voire à une symbiose culturelle, apparaît comme une utopie dangereuse.

Les adaptations prennent du temps, les mentalités évoluent – et plus vite en Grèce qu'ailleurs – aussi, nier cette durée indispensable risque de mener tout le projet à l'échec.

Cet échec est évitable si toutes les nations d'Europe prennent conscience que ce qui les rapproche est plus important que ce qui les divise et la première conséquence à en tirer est que les plus développées doivent être solidaires des autres, c'est-à-dire reconnaître que le modèle de société qu'elles ont engendré avec la Révolution industrielle n'est pas transposable par un coup de baguette magique sur leurs voisins différents. Ainsi, la traduction budgétaire est que, comme au sein d'une nation constituée depuis longtemps, les régions

plus riches parce que les plus productives grâce au capital accumulé par leurs ancêtres, ont intérêt à payer pour le développement des autres nations.

Cela fait penser aux politiques d'ajustement menées par le FMI à partir des années 1980 dans les pays du tiers-monde. De la même manière était niée la spécificité historique de ces nations, pour beaucoup naissantes voire inexistantes, et leur immense besoin d'investissements productifs au profit de l'adaptation à un modèle économique industriel par le biais des règles de la comptabilité publique anglo-saxonne.

La Grèce joue donc le rôle de révélateur, non pas de ses turpitudes supposées – le nombre d'escrocs n'y est pas plus élevé que dans les autres pays – mais des contradictions de la construction européenne (élargir et approfondir en même temps) et des impératifs qu'elle implique pour chaque nation. Un homme comme Costas Simítis l'avait parfaitement compris. On aimerait être sûr que les dirigeants des « grandes » nations européennes l'aient aussi bien compris que lui !

© Michel Bouillet

Bibliographie (très) sommaire :

Les données actualisées et l'ouvrage de base le plus récent sur la Grèce actuelle sont :

Joëlle Dalègre, *La Grèce depuis 1940*, L'Harmattan, 2006.

Joëlle Dalègre (sous la direction de), *La Grèce inconnue d'aujourd'hui, de l'autre côté du miroir*, L'Harmattan, 2011.

Pour des analyses économiques plus précises :

Sophie Boutillier et Dimitri Uzunidis, *La Grèce face à l'Europe. Dépendance et industrialisation truquée*, L'Harmattan, 1991.

Georges B. Dertilis (sous la direction de), *Banquiers, usuriers et paysans : réseaux de crédit et stratégies du capital en Grèce (1780-1930)*, Fondation des Treilles-La découverte, 1988.

Edmond Théry, *La Grèce actuelle au point de vue économique et financier*, Économiste Européen, 1905.

Les thèses, parmi lesquelles :

Sophie Basch, *Le Mirage grec, la Grèce moderne devant l'opinion française (1846-1946)*, Hatier-Kauffmann, 1995.

Michel Bouillet, *Des Montagnes du Pinde à la plaine de l'Achelóos : Hommes et activités en Étolie-Acarnanie (Grèce)*, Presses Universitaires du Septentrion, 1998.

Guy Burgel, *Athènes, étude de la croissance d'une capitale méditerranéenne*, Atelier de Reproduction des Thèses, Lille, 1975.

Régis Darques, *Salonique au XX^e siècle. De la cité ottomane à la métropole grecque*, CNRS-éditions, 2000.

Émile Kolodny, *La Population des îles de la Grèce*, Edisud, 1974.

Mark Mazower, *Dans La Grèce d'Hitler (1941-1944)*, Les Belles Lettres, 2002.

Parmi les nombreux articles géographiques :

M. Bouillet, *Destin d'une montagne méditerranéenne : les étapes de la déshérence, soumission à l'État et stratégies de survie individuelle. Le cas de la Haute Naupactie en Grèce occidentale*, dans *Montagnes Méditerranéennes*, n° 9, 1999, pages 107 à 113.

Régis Darques, *La Grèce ouverte aux immigrants : les leçons du recensement de 2001*, dans *Méditerranée*, n°3-4, 2004.

Parmi les récits de voyages :

Edmond About, *La Grèce contemporaine*, Hachette, 1854, l'incontournable !

Gaston Deschamps, *La Grèce d'aujourd'hui*, Paris, 1892, « l'anti-About ! »

Des extraits et aperçus dans :

Hervé Duchêne, *Le Voyage en Grèce. Anthologie du moyen âge à l'époque contemporaine*, Robert Laffont, 2003.

Quelques romans :

Aris Fakinós, *La Vie volée*, Fayard, 1995.

Nikos Kazantzaki, *La Liberté ou la mort*, (1^è éd. 1953), Omnibus, 1996, sur l'insurrection crétoise.

Nikos Kazantzaki, *Les Frères ennemis*, (1^è éd. 1954), Omnibus, 1996, sur la Guerre Civile.

Vassilis Vassilikos, *Z*, Gallimard, 1967.

Vassilis Vassilikos, *K*, Le Seuil, 1994, sur l'affaire Koskótas.

Non ! Les Grecs ne sont ni des voleurs, ni des menteurs ! 1

Όχι ! Ούτε κλέφτες, Ούτε Ψεύτες, Οι Έλληνες ! 1

I- Les structures profondes de la nation grecque :	2
1- Qui sont les Hellènes ?	3
Le phanariote ;	3
Le pallicare :	3
Le capitaine :	3
Le raya :	4
2- Le raya et l'usurier :	5
II- De la <i>turcocratie</i> à la <i>xénocratie</i> :	6
1- L'État, la nation et la modernisation :	6
2- L'Occident à marches forcées, ou d'une xénocratie à l'autre :	8
a- Les Grecs imposent leur indépendance aux Puissances (1821-1832) :	8
b- Les Puissances imposent leur pouvoir à la Grèce (1832-1912) :	9
c- Le temps des tragédies (1912-1949). :	12
α- De la Grande Idée à la Grande Catastrophe (1912-1922) :	12
β- Le choc des Réfugiés et le temps des dictatures :	12
γ- De la guerre à la guerre civile (1940-1949) :	14
δ- La poigne de fer d'abord, le développement ensuite et l'étranger toujours (1950-1974) :	16
III- La Grèce et l'Europe, de l'espoir à la désillusion :	17
1- 1974-1981 : la métapolitefsi ou le triomphe de Caramanlis :	17
2- 1981-1996 : L'Europe, la crise et le populisme :	19
3- 1996-2004 : Simítis le réformateur :	21
4- Depuis 2004 : Nuages noirs :	23
Bilan : La Grèce, précurseur des grands changements :	26
Bibliographie (très) sommaire :	27